



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Distr. : GENERALE

CEA-AN/CIE/XXVIII/7
Mars 2013

Original: FRANÇAIS

Vingt huitième réunion du Comité intergouvernemental
d'experts (CIE)

Rabat (Maroc)
26 février – 1 mars 2013

Rapport de la 28ème réunion du Comité intergouvernemental d'experts



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Distr.: GENERALE
CEA-AN/CIE/XXVIII/7
Mars 2013
Original: FRANÇAIS

Bureau pour l'Afrique du Nord

XXVIIIème réunion du Comité Intergouvernemental
d'experts (CIE)

Rabat (Maroc)
26 février – 1^{er} mars 2013

Rapport de la 28ème réunion du Comité intergouvernemental d'experts

Table des matières

I. ORGANISATION ET PARTICIPATION.....	1
II. OUVERTURE DE LA REUNION	3
III. ELECTION DU BUREAU	4
IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DES TRAVAUX.....	4
V. RAPPORT SUR LES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE DU NORD, 2011-2012	5
VI. PROMOUVOIR LA DIVERSIFICATION ET LA SOPHISTICATION POUR LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DES ECONOMIES EN AFRIQUE DU NORD	8
VII. RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES OMD, LES AGENDAS REGIONNAUX ET LES PERSPECTIVES DE L'AGENDA POST 2015.....	9
VIII. RAPPORT SUR LES AGENDAS REGIONAUX ET INTERNATIONAUX ET LES INITIATIVES SPECIALES EN AFRIQUE DU NORD	10
IX. RAPPORT D'ACTIVITES DU BUREAU ET PROGRAMME D'ACTIVITES 2013	12
X. PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL 2014-2015 DU BUREAU	13
XI. ACTIVITES DE LA CEA.....	14
XII. ETAT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'ASSISTANCE AUX COMMUNAUTES ECONOMIQUES REGIONALES ET ETAT D'AVANCEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE.....	14
XIII. EXAMEN ET ADOPTION DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA REUNION D'EXPERTS SUR LA SOPHISTICATION ET LA DIVERSIFICATION DES ECONOMIES NORD AFRICAINES	17
XIV. DATE ET LIEU DE LA XXIXEME REUNION DU CIE	17
XV. EXAMEN ET ADOPTION DU RAPPORT DE LA XXVIIIEME REUNION DU CIE	17
XVI. QUESTIONS DIVERSES	17
XVII. CLOTURE DE LA REUNION	17

ANNEXES

ANNEXE I : RECOMMANDATIONS DE LA XXVIIIEME REUNION DU COMITE INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS.....	19
ANNEXE II : RECOMMANDATIONS DE LA REUNION D'EXPERTS SUR LA SOPHISTICATION ET LA DIVERSIFICATION DES ECONOMIES NORD AFRICAINES	23
ANNEXE III : ORDRE DU JOUR.....	26
ANNEXE IV : LISTE DES PARTICIPANTS	27
ANNEXE IV : LISTE DES PARTICIPANTS	27
ANNEXE V : MOTION DE REMERCIEMENTS	40

I. ORGANISATION ET PARTICIPATION

1. La vingt huitième réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) du Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-AN) s'est tenue à Rabat (Maroc) du 26 février au 1 mars 2013. La cérémonie d'ouverture a été présidée par M. Hmida Khelifi, Tunisie, au nom du bureau sortant, et a été rehaussée par la présence de Son Excellence M. Nizar Baraka, Ministre de l'Economie et des Finances du Royaume du Maroc et de M. Habib Ben Yahia, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA).

2. Les représentants des sept Etats membres (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie) ont participé à la réunion.

3. Etaient également représentées à cette réunion, les institutions suivantes :

- Système des Nations Unies :
 - Bureau de la FAO pour l'Afrique du Nord à Tunis
 - FAO – MAROC
 - CEPAL
 - OIM –MAROC
 - ONUFEMMES en Afrique du Nord
 - UNESCAP
 - PNUD-EGYPTE
 - PNUD – LIBYE
 - PNUD-MAROC
 - PNUD – MAURITANIE
 - CNUCED
 - ONUDI
- Communautés Économiques Régionales :
 - Union du Maghreb Arabe (UMA)
- Organisations internationales et régionales :
 - Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
 - Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC)
 - Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) – Maroc
 - Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) – Tunisie
 - L'Organisation de Coopération et Développement Economique (OCDE)
 - ISESCO
- Agences de coopération :
 - Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID)
- Corps diplomatique :
 - Ambassade d'Algérie
 - Ambassade d'Egypte
 - Ambassade de Libye
 - Ambassade de Mauritanie

- Ambassade du Soudan
- Ambassade de Tunisie
- Ambassade de la République d'Angola
- Ambassade de la République Centrafricaine
- Ambassade de la République Démocratique du Congo
- Ambassade de République Gabonaise
- Ambassade de la République d'Indonésie
- Ambassade de l'Ukraine
- Des représentants d'institutions publiques, des universités:
 - Université Mohammed V- Agdal , Maroc
 - Faculté des sciences juridiques, économique et sociales – Souissi, Maroc
 - Faculté d'Economie de Grenoble, Grenoble, France
 - Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES), Maroc
 - Institut des Etudes Africaines, Maroc
 - Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique (ADEREE), Maroc
 - Agence pour le Développement Agricole (ADA)
 - Académie Hassan II des Sciences et Techniques
 - Institut Scientifique Terjaoui International de la Bonne Gouvernance et de la Planification Stratégique du Développement Humain Durable (ISTIGOP)
 - Agence Marocaine pour le Développement des Investissements (AMDI)
 - Office National de l'Eau et de l'Electricité
 - Administration des Douanes et impôts indirects, Maroc
 - Bank Al-Maghrib, Maroc
 - Union Maghrébine des Banques (UMB) , Tunisie
 - Direction de l'Aménagement du territoire, Maroc
 - Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG), Maroc
 - University of Nilain, Soudan
 - Univesité de Khartoum, Soudan
 - Université d'Oran, Algérie
 - Univesité de Toulon, France
 - Université de Tours, France
 - Banque Centrale de Mauritanie
- Des Organisations de la Société Civile:
 - Libyan Youth Forum, Libye
 - International Road Transport Union (IRU)
 - Fédération des Industries Métallurgiques, Mécaniques et électromécaniques (FIMME)
 - ESPACE ASSOCIATIF, Maroc
 - CARE, Algérie
 - REME
 - CREDIF, Tunisie
- Secteur privé
 - Universal Transit, Algérie
 - NCA-Rouiba, Algérie
 - Capital Consulting

4. La liste détaillée des participants figure en annexe du rapport.

II. OUVERTURE DE LA REUNION *(Point 1 de l'ordre du jour)*

5. Dans son allocution d'ouverture, le Représentant du bureau sortant du CIE a tout d'abord remercié les pays membres pour la confiance exprimée à l'endroit de son pays, la Tunisie, puis remercié et félicité la Directrice et toute l'équipe du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, pour le choix du thème de cette année.

6. Intervenant à son tour, la Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, Mme Karima Bounemra Ben Soltane, a d'abord souhaité la bienvenue à tous les participants. Elle a indiqué que l'analyse des conditions économiques et sociales a montré que pour l'Afrique du Nord, l'année 2012 aura été marquée par une résorption partielle de l'impact des crises politiques de 2011, avec un rebond appréciable de la croissance, après la récession enregistrée un an plus tôt. Les secteurs les plus affectés par les événements politiques des deux précédentes années, les hydrocarbures et l'industrie touristique en particulier, ont pour la plupart enregistré une forte croissance, sans toutefois être revenus à leurs niveaux de 2010.

7. Elle a indiqué que malgré ces bonnes nouvelles, la Région reste confrontée à plusieurs défis dont l'un des plus préoccupants est le chômage, celui des jeunes en particulier, qui reste structurellement élevé et qui constitue ainsi une préoccupation centrale pour tous les pays. La Directrice a ensuite précisé qu'une réponse durable à ce défi et à celui de la réduction des inégalités va requérir à la fois une croissance plus soutenue, une diversification de l'offre régionale de biens et services, et une plus grande sophistication des systèmes productifs, encore trop dépendants de l'exploitation et de l'exportation de ressources naturelles.

8. C'est à cette fin, a-t-elle poursuivi, que l'agenda de la 28ème session du CIE, a choisi comme thème central des travaux : «Promouvoir la diversification et la sophistication pour la transformation structurelle des économies en Afrique du Nord ». Elle a ensuite présenté les grandes articulations de la réunion avant d'inviter les experts à un débat approfondi qui devra mettre en évidence les spécificités sous régionales dans les discussions prévues à la Conférence des Ministres en charge des finances, de la planification et du développement économique de la CEA, qui aura lieu du 21 au 26 mars 2013 à Abidjan en Côte d'Ivoire, Conférence au cours de laquelle les résultats du CIE seront présentés. Cette réunion d'Abidjan sera également l'occasion pour la Commission de présenter sa nouvelle orientation qui place la statistique ainsi que le renouveau de la planification au cœur du travail de la CEA. Cette nouvelle orientation nécessite une forte mobilisation et une forte implication des États Membres pour sa mise en œuvre effective, a indiqué la Directrice, avant d'inviter le Comité à accorder tout son soutien à la CEA dans ce sens.

9. Intervenant à son tour, M. Nizar Baraka, Ministre de l'Économie et des Finances du Royaume du Maroc a remercié la CEA pour le choix du thème de cette 28ème réunion du CIE et a souhaité la bienvenue aux participants. Il a remercié M. Ben Yahia, Secrétaire Général de l'UMA pour sa présence, qui témoigne, selon lui de l'importance de l'intégration régionale dans la thématique de la réunion. Il a salué la récente visite de M. Carlos Lopes, Secrétaire Exécutif de la CEA au Maroc.

10. M. Baraka a souligné l'importance du thème de la réunion, diversification et sophistication des économies d'Afrique du Nord, dans le contexte actuel de crise internationale. Il a indiqué que la diversification n'est plus un choix, mais une nécessité.

Le processus de diversification devrait contribuer, a-t-il dit, à un meilleur positionnement économique de la sous région dans la chaîne internationale de création de valeur. M. le Ministre a rappelé que la fragilité des économies de la région est due, entre autres, à leur faible diversification, puis a appelé à la mise en place de stratégies de transformation profonde des économies pour une plus grande industrialisation, où l'État, le secteur privé mais aussi les universités et la société civile doivent prendre une part active. M. Baraka a insisté sur la nécessité pour les États d'aller au delà de leur rôle de fournisseur d'infrastructures de soutien à la croissance, pour donner une bonne visibilité aux politiques industrielles à travers une stratégie industrielle claire et intégrée.

11. M. Baraka a fini son allocution en partageant avec les participants l'expérience marocaine en matière de diversification et sophistication des secteurs productifs et rappelé l'importance de l'intégration régionale pour assurer une cohérence des politiques nationales et sous régionales en la matière.

12. Le Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), M. Habib Ben Yahia, a pour sa part remercié la Directrice et le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, et a souligné que la relance de l'UMA en perspective permettra de renforcer l'intégration régionale et la coopération économique entre les pays du Maghreb.

13. M. Ben Yahia a appuyé les propos du Ministre en rappelant la faiblesse structurelle des économies de la sous région, basées essentiellement sur des secteurs à faible valeur ajoutée. Il a ensuite énuméré les accords et les projets les plus importants relatifs au thème de la réunion en citant la Convention d'établissement d'une Zone de Libre-échange maghrébine, la création de l'Institut Financier Maghrébin, et les projets initiés en faveur de l'intégration régionale, notamment la stratégie d'intégration de la jeunesse dans le processus de développement.

14. M. Ben Yahia a renouvelé ses vœux pour une grande réussite aux travaux de la réunion et rappelé l'appui du Secrétariat Général de l'UMA pour la mise en œuvre des recommandations qui seraient adoptées.

III. ELECTION DU BUREAU *(Point 2 de l'ordre du jour)*

15. Suite à une concertation entre les chefs des délégations, le Comité a élu le bureau suivant:

Président	:	Algérie
Vice-président	:	Egypte
Rapporteur	:	Libye

IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DES TRAVAUX

(Point 3 de l'ordre du jour)

16. Dans un propos liminaire, le Président du bureau 2013 du CIE a remercié les membres du Comité pour la confiance placée en son pays et souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants. Il a félicité le bureau sortant du CIE et le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, pour les efforts importants qui ont été déployés au cours de la période écoulée.

17. En outre, il s'est engagé, au nom de ses collègues, à prendre les dispositions appropriées, pour un bon suivi des conclusions et recommandations qui seront issues de la rencontre.

18. Le président a enfin lu un message de soutien adressé au CIE par son Excellence M Bachir Messaitfa, Secrétaire d'Etat auprès du premier Ministre de la République d'Algérie, chargé de la Prospective et des Statistiques. Dans ce message, M le Secrétaire d'Etat a confirmé la disponibilité de son pays à contribuer pleinement à l'avancée de l'intégration régionale au Maghreb et en Afrique, et a appelé les Etats membres à mettre en œuvre les recommandations des différents sommets africains en la matière. Il a par ailleurs rappelé l'importance des statistiques, de la planification et des études prospectives pour le développement des pays africains et a insisté sur le renforcement des capacités dans ce domaine.

19. A la suite de cette intervention, le Comité a adopté l'ordre du jour (CEA-AN/CIE/XXVIII/1) et le programme des travaux (CEA-AN/CIE/XXVIII/1/Add.2).

V. RAPPORT SUR LES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE DU NORD, 2011-2012 *(Point 4 de l'ordre du jour)*

20. Le Secrétariat a exposé les principales conclusions du document intitulé «Les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord en 2012» (CEA-AN/CIE/XXVIII/2). Le rapport y afférent porte sur les évolutions récentes des agrégats macroéconomiques et sociaux, ainsi que les perspectives de la sous-région et de ses pays pour l'année 2013. Il analyse les principales mesures de politique économique adoptées en 2012 et met en exergue l'articulation des politiques de court terme visant à poursuivre les efforts de relance entrepris à la suite de la crise financière et économique mondiale, avec les réformes nécessaires à la transformation structurelle des économies nord-africaines.

21. Le Secrétariat a saisi l'occasion pour remercier les Etats membres pour les réponses au questionnaire qui leur avait été envoyé par le Bureau aux fins d'élaboration du rapport, tout en soulignant quelques faiblesses relatives aux données.

22. La présentation du rapport a été structurée autour des points ci-après :

- La conjoncture internationale et régionale ;
- Les performances économiques en Afrique du Nord ;
- Les principales mesures de politique économique et les effets des récentes crises et des changements politiques;
- Le développement social et l'emploi.

23. Au niveau mondial, l'année 2012 a été marquée par un ralentissement de la croissance, la crise de la dette et la généralisation de l'austérité dans les principales économies développées, la persistance d'un chômage élevé associé à une stagnation de la demande et au retour de l'inflation dans les économies émergentes. Les cours du pétrole se sont maintenus à un niveau élevé, augmentant ainsi la pression sur les balances commerciales des pays importateurs de pétrole et importateurs nets de produits alimentaires. En Afrique, la même tendance au ralentissement de l'économie a été observée, avec toutefois quelques exceptions comme l'Afrique Centrale et l'Afrique du Nord qui ont connu une meilleure performance qu'en 2011. Les performances de ces

deux sous régions associées à la bonne tenue de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique de l'Est ont permis au Continent de limiter l'impact négatif de la crise européenne, leur premier partenaire commercial.

24. En Afrique du Nord, la croissance a connu une hausse significative sous l'effet d'un rebond massif de l'économie libyenne et d'une bonne capacité de résilience de l'Egypte et de la Tunisie qui, en dépit des perturbations liées aux transitions politiques, ont continué à faire des efforts significatifs. Comme corollaires de cette croissance, la formation brute de capital fixe et surtout les investissements directs étrangers ont connu également par endroit une importante augmentation, même s'ils restent encore en deçà de leur niveau de 2010. Par ailleurs, beaucoup d'investissements ont été orientés vers l'agriculture, les hydrocarbures, les activités extractives et les services. Aussi, le défi d'une plus grande diversification des économies, notamment au travers d'une plus grande contribution de l'industrie manufacturière à forte valeur ajoutée reste toujours posé avec grande acuité.

25. Les indicateurs de commerce ont connu de bonnes performances sous l'effet d'un retour des exportations libyennes quasiment à leur niveau d'avant-guerre. L'année 2013 devrait marquer la poursuite de la croissance en Libye et dans toute la sous région, avec une amélioration attendue de l'ensemble des composantes de la demande globale et de la production, même si des incertitudes subsistent quant à une fin rapide des transitions politiques dans certains pays. Ces craintes pourraient également ajouter au retard observé dans la mise en place effective de la zone de libre-échange de l'UMA, alors même que le potentiel de commerce de la zone est réel et est encore loin d'être exploité pour la croissance et le bien-être des populations.

26. Les effets retard de la crise économique et de la crise financière de 2008-2009 sur les économies nord-africaines ont continué à influencer les principaux indicateurs socio-économiques, et les troubles sociopolitiques intervenus en 2011, ajoutés à ces effets, ont obligé les gouvernements à prendre des mesures à forts impacts budgétaires, et dont la soutenabilité à long et même à moyen terme suscite des interrogations.

27. Au plan social, une des conséquences directes de l'insuffisance de la croissance est la détérioration de la situation de l'emploi, avec un taux de chômage reparti à la hausse, alors que son niveau global est déjà parmi les plus élevés au monde. Ce constat, dans le contexte particulier que connaît l'Afrique du Nord, souligne à nouveau l'impératif d'une croissance plus forte et davantage créatrice d'emplois, en libérant notamment le potentiel créateur des jeunes et en favorisant la diversification et la transformation structurelle de l'économie.

28. Sur la base de son analyse de la conjoncture 2012, le Secrétariat recommande entre autres:

- de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer une fin rapide des transitions politiques encore en cours, le retour à la stabilité institutionnelle et le rétablissement d'un climat de confiance pour les investisseurs, les professionnels du tourisme en particulier ;
- l'adoption et la mise en œuvre d'un programme intégré de promotion des échanges intra-régionaux incluant l'opérationnalisation rapide d'une zone de libre-échange, la facilitation du commerce, la libre circulation des personnes et l'amélioration de l'environnement des affaires; les outils et modes opératoires de cette ZLE devront toutefois être déterminés de manière à transcender les limites objectives des accords bilatéraux et régionaux existants ;

- une plus grande ouverture commerciale – dans une démarche communautaire, vers les autres sous-régions Afrique, eu égard à la dynamique de croissance observée sur le Continent depuis une décennie et à la hausse régulière des indices de complémentarité avec le reste de l'Afrique; le lancement d'une ZLE intra-Afrique du Nord devrait notamment s'accompagner d'initiatives pour la négociation d'accords commerciaux avec les CER/CESR d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale en écho à l'initiative tripartite COMESA/EAC/SADC;
- le renforcement des stratégies de développement des énergies renouvelables et des politiques agricoles, pour réduire la dépendance aux importations de produits énergétiques et alimentaires ;
- la mise en place d'un processus ambitieux de transformation des économies en accélérant le calendrier de diversification et de sophistication des économies des pays nord-africains, en utilisant tous les leviers, dont celui de l'approfondissement de l'intégration régionale.

Par ailleurs, la soutenabilité des finances publiques nécessite une réforme en profondeur des systèmes de subvention en dépit des difficultés liées à une telle réforme, comme l'illustre la question des subventions aux produits énergétiques. Même si la nécessité de réformer ce type de subventions est généralement admise, le choix des modalités de mise en œuvre, en particulier dans les pays où les tensions sociales et l'instabilité politique sont encore fortes, représente un défi majeur et doit faire l'objet d'une analyse plus approfondie et d'un partage d'expériences entre les pays. Cette réforme passera notamment par des mécanismes plus performants et un meilleur ciblage des bénéficiaires, les deux impliquant un renforcement de l'appareil statistique pour la production d'une information plus fine et de meilleure qualité.

La similitude des défis majeurs de développement des pays de la sous-région, notamment le niveau du chômage, l'éducation, la migration, la sécurité alimentaire et énergétique, la diversification et la sophistication économiques, la sécurité, ou encore la lutte contre les effets du changement climatique, milite pour le renforcement de l'intégration régionale, qui demeure un moyen important de formulation de réponses collectives et efficaces à ces défis et qui devrait permettre à l'Afrique du Nord de jouer un rôle moteur dans le processus de transformation du continent.

29. A l'issue de la présentation, le Comité a remercié et félicité le Secrétariat pour la qualité et la richesse des exposés, et a fait des remarques sur la pertinence et la fiabilité des données statistiques, ainsi que sur la nécessité de travailler étroitement avec les pays afin de mettre à jour les données statistiques disponibles.

30. Le Comité a noté que les prévisions de croissance pour 2013 au niveau sous régional et au niveau des pays sont fortement dépendantes de la rapidité avec laquelle les pays qui sont encore en pleine transition politique vont arriver à la fin de la mise en place des nouvelles institutions.

31. Le Comité a observé que les réformes en cours des systèmes de compensation dans certains pays peuvent également influencer significativement les prévisions en matière d'inflation, en même temps qu'elles posent la question de l'articulation des mesures de court terme visant le bien-être des populations et des mesures de moyen et long termes visant à mettre en place des bases économiques durables.

32. Le Comité a noté qu'il est important pour les États de réviser leur paradigme de développement. Le Comité a accueilli avec intérêt le développement de l'économie verte tout en soulignant la nécessité d'en définir les contours selon les besoins et spécificités de la sous-région. Le besoin d'imprimer des directions stratégiques claires aux différentes politiques sectorielles et de veiller à leur intégration dans des politiques de développement a également été souligné. Par rapport à ce dernier point, le Comité a accueilli avec intérêt la proposition de la CEA de donner au renouveau de la planification une place de choix dans sa nouvelle orientation.

33. En ce qui concerne le déficit d'intégration régionale souligné par le rapport, le Comité a noté la difficulté de faire avancer les chantiers de l'intégration dans un environnement de crise où les États sont portés vers la défense de leurs intérêts immédiats. Le Comité a toutefois reconnu qu'il est possible de réaliser le potentiel de commerce qu'offre la région par des mesures de facilitation du commerce et par le lancement effectif de la zone de libre échange de l'UMA. La promotion de chaînes de valeur régionales apparaît également comme une solution de choix dans la mesure où il est plus difficile de s'insérer dans les chaînes de valeur internationales.

34. Le Comité a noté par ailleurs que de nombreux secteurs recèlent de véritables opportunités de coopération régionale faisant régulièrement l'objet de travaux techniques (ex : harmonisation des réglementations) avec toutefois un manque pour l'instant d'application concrète. Des efforts devront être faits pour : (i) définir une stratégie régionale pour favoriser l'intégration des économies de la région dans les chaînes de valeur mondiales et, (ii) tenir compte de la diversité des situations économiques des pays.

35. A l'issue des discussions, le Comité a fait siennes les recommandations proposées par le Secrétariat et formulé les recommandations additionnelles annexées à ce rapport.

VI. «Promouvoir la diversification et la sophistication pour la transformation structurelle des économies en Afrique du Nord » (Point 5 de l'ordre du jour)

36. La session spéciale, présidée par Mme Karima Bounemra Ben Soltane, a été rehaussée par la présence de Son Excellence M. Mohamed Najib Boulif, Ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé des Affaires générales et de la Gouvernance (Royaume du Maroc). La présidente de séance a rappelé que le choix du thème découle des recommandations de la 27ème session du CIE qui avait demandé d'entreprendre une étude sur la question de la diversification dans la sous région.

37. Cette session, introductive à la réunion du groupe d'expert sur la diversification et la sophistication dont les recommandations sont examinées et approuvées par le Comité au point 11 de l'ordre du jour, a abordé les principales thématiques suivantes :

- Etat des lieux de la diversification et de la sophistication des économies nord-africaines ;
- Les déterminants d'une politique de transformation structurelle en Afrique du Nord ;
- Comment promouvoir une croissance et une diversification tirées par le commerce ;
- Le rôle de l'économie verte et celui de l'intégration régionale dans la dynamique de diversification et de sophistication des économies.

38. La session a offert également au Comité l'occasion de partager les expériences de quelques pays africains ainsi que les expériences asiatiques et latino américaines en matière de diversification et de sophistication des exportations.

39. Dans les expériences africaines, celle de l'Éthiopie et celle du Botswana notamment mettent en évidence le rôle de l'État dans le processus de sophistication et de diversification ; l'Éthiopie a réussi son intégration dans les chaînes de valeurs mondiales en matière de cuir traité, et le Botswana dans la remontée de chaîne de transformation des diamants.

40. Les expériences asiatiques et latino américaines, quant à elles, ont surtout mis en évidence le rôle de l'État dans le changement structurel à travers des politiques d'incitation à la diversification extensive, assorties toutefois de désengagement systématique dans les cas de contreperformance. Ces politiques ont permis une augmentation soutenue du PIB réel, une réduction de la pauvreté et l'amélioration des différents indicateurs de développement humain.

VII. RAPPORT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES OMD, LES AGENDAS REGIONNAUX ET LES PERSPECTIVES DE L'AGENDA POST 2015

(Point 6 de l'ordre du jour)

41. La session sur l'état d'avancement des OMD et les perspectives post 2015 a été articulée en trois présentations complémentaires. Le Secrétariat a présenté un rapport portant revue de l'état d'avancement des OMD à l'horizon 2015 et sur le processus défini au niveau mondial et régional relatifs à la définition des priorités pour l'agenda de développement post 2015. Le volet national de ce processus qui se focalise principalement sur l'organisation de consultations nationales inclusives et participatives a été présenté par le PNUD Egypte, l'Égypte figurant au même titre que l'Algérie, le Maroc et le Soudan, parmi le premier groupe de pays choisis pour faire l'objet de ces consultations nationales approfondies. Enfin, le volet 'implication de la société civile' a été présenté par le collectif « Espace Associatif », dans le cadre du processus national du Maroc.

42. En termes de bilan, le Secrétariat a informé le Comité que tous les pays de l'Afrique du Nord ont réalisé un Rapport national sur les OMD entre 2008 (Libye), 2009 (Maroc et Tunisie) et 2010 (Algérie, Égypte, Mauritanie et Soudan). Il ressort de ces rapports que certains pays (Algérie, Égypte, Libye, Maroc et Tunisie) vont vraisemblablement atteindre la plupart des OMD à l'échéance 2015; alors que pour d'autres (la Mauritanie et le Soudan), malgré les progrès accomplis, une bonne partie ne sera vraisemblablement pas atteinte. Les rapports soulignent toutefois l'importance des efforts déployés par tous les pays et leur engagement à les poursuivre, en vue d'une pleine réalisation des OMD.

43. L'OMD 1 reste celui pour lequel des incertitudes subsistent quant à son atteinte à l'horizon 2015. En effet, la cible 1.b concernant le plein-emploi ne sera probablement atteinte par aucun pays de la sous-région. Les risques de non atteinte de cette cible sont même renforcés par la crise économique mondiale actuelle et les effets des transitions politiques en cours.

44. Réduire les différentes formes d'inégalités comme celles liées au revenu, à l'espace géographique et au genre constituent également des défis majeurs dans la réalisation des OMD pour la sous-région. La dégradation continue de l'environnement, du fait notamment d'une gestion non rationnelle des ressources naturelles, a été également jugée comme un autre facteur pouvant compromettre la réalisation des OMD.

45. Relativement au processus de définition de l'agenda de développement Post-2015, le Secrétariat a porté à la connaissance du Comité, qu'en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, la Banque Africaine de Développement et le Programme des Nations Unies pour le Développement, la CEA est impliquée dans l'organisation d'une série de consultations régionales afin d'élaborer une position africaine commune. Ainsi, ont été organisées trois consultations sous régionales approfondies avec toutes les parties prenantes. La première a eu lieu à Accra (Ghana) en 2011 et deux autres en 2012 à Mombasa (Kenya) et à Dakar (Sénégal). Parallèlement, une discussion en ligne lancée en 2011 permettra de faire une plus large consultation des gouvernements, de la société civile, des Parlementaires, des milieux universitaires et du secteur privé, etc.. afin de collecter leurs points de vue et leurs opinions.

46. Pour la finalisation du processus, la Conférence Régionale Africaine sera organisée en mars 2013 à Tunis (Tunisie) afin de dégager une position commune sur les priorités de développement du continent pour le post 2015. Les pays d'Afrique du Nord devraient prendre une part active à la préparation de cette conférence pour les besoins d'une bonne prise en compte des défis de développement et des priorités de la sous-région.

47. Le Comité a souligné la qualité des présentations sur l'état des OMD dans la région. Il a jugé utile de partager les expériences entre les pays et d'apprendre des expériences réussies dans la région.

48. Le Comité s'est interrogé sur la vision post 2015 et a souligné le caractère problématique de l'évolution actuelle surtout pour les populations les plus vulnérables, notamment les jeunes et les femmes. Le Comité a souligné que la féminisation de la pauvreté doit être combattue.

49. Le Comité a insisté sur la nécessité d'harmoniser les données et les méthodologies de calcul des indicateurs de suivi des objectifs du millénaire. A ce titre, il a été suggéré de mener une réflexion sur la portée des indicateurs et d'en faire une typologie plus réaliste. L'existence de spécificités nationales requiert l'intégration de divers paramètres afin d'éviter des biais de mesure.

50. La question du suivi des réalisations dans le cadre de l'évaluation périodique des politiques publiques a aussi été abordée. Il a été souligné l'importance de réviser les priorités tout en rappelant la nécessité de la paix comme catalyseur de développement.

51. Le Comité a enfin souligné que les efforts en matière de financement du développement doivent être maintenus en dépit de la crise économique. L'importance de pérenniser les objectifs doit être aussi privilégiée, tout en réfléchissant sur une stratégie post 2015, y compris au niveau régional.

52. Le Comité a aussi mentionné l'importance de mettre en place un partenariat mondial sur le développement tout en maintenant un système commercial multilatéral ouvert, non discriminatoire et favorable au développement.

VIII. RAPPORT SUR LES AGENDAS REGIONAUX ET INTERNATIONAUX ET LES INITIATIVES SPECIALES EN AFRIQUE DU NORD (CEA-AN) *(Point 7 de l'ordre du jour)*

53. Le Secrétariat a fait un rappel sur la finalité du rapport relatif à la mise en œuvre des agendas régionaux et internationaux de développement et des initiatives spéciales en Afrique du Nord. Il s'agit d'accompagner les Etats dans le suivi des progrès réalisés au

regard des engagements mondiaux et régionaux et de s'assurer de la prise en compte des priorités de la sous-région dans les processus de négociation au niveau international et régional. Il a ensuite présenté le contenu du rapport en insistant sur les principaux événements de l'année 2012, dont la Conférence des Nations Unies sur le Développement durable (Rio+20), la Conférence de Doha sur le climat, le huitième Forum pour le Développement de l'Afrique (ADFVIII), la septième réunion annuelle du Forum sur la gouvernance de l'internet, le Forum sur le suivi du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (SMSI) et le Forum ICT4All. Les principales conclusions et les engagements issus de ces conférences et forums ainsi que les activités menées par la CEA dans ce cadre ont été présentés.

54. La Conférence de Rio+20 qui a évalué les progrès réalisés dans la mise en œuvre des principes et des engagements en matière de développement durable a recommandé la poursuite des efforts en vue de parvenir à une intégration plus équilibrée des trois piliers du développement durable: l'économie, le social et l'environnement. Elle a également souligné la priorité à accorder à la lutte contre la pauvreté et l'inclusion sociale et a reconnu que la lutte contre le changement climatique et la transition vers une économie verte offraient des opportunités pour promouvoir un modèle de développement durable et plus inclusif.

55. La Conférence de Doha sur le changement climatique s'est déroulée dans un contexte global marqué par une tendance à la hausse des émissions de CO2 comme le souligne de nombreux rapports scientifiques ainsi que les rapports établis par le PNUE, la Banque Mondiale et l'AIE. La conférence a abouti à : (i) un accord pour une seconde période d'engagement de 8 ans du Protocole de Kyoto (2013-2020) basé sur des engagements volontaires en termes d'émissions et, (ii) au lancement du processus de négociation pour discuter d'un nouveau traité mondial sur le climat qui devrait être conclu en 2015 et entrer en vigueur en 2020. Dans ce contexte, les enjeux futurs porteront sur: l'amélioration des connaissances sur l'évolution du climat et ses impacts ainsi que le renforcement des interactions entre la communauté scientifique et les décideurs politiques impliqués dans les processus de négociations.

56. La huitième session du Forum pour le développement de l'Afrique organisée en 2012 a permis d'engager un dialogue sur le thème de la Gestion et la mobilisation des ressources naturelles au service du développement de l'Afrique en soulignant le rôle stratégique des ressources naturelles dans la transformation socio-économique du Continent.

57. Dans le cadre de l'accélération de la mise en œuvre des recommandations et décisions de « l'Agenda de Tunis » adopté lors du Sommet Mondial de la Société de l'Information (SMSI) en novembre 2005 et de la préparation du SMSI+10, plusieurs événements ont été organisés au niveau international et régional. Un Forum sur la Gouvernance de l'Internet Afrique du Nord a été créé.

58. Le Secrétariat a informé la réunion que la CEA prépare déjà avec ses partenaires les prochains rendez-vous au titre de l'année 2013 et au-delà. Il s'agit du CIPD+20 pour lequel la CEA travaille en étroite collaboration avec le FNUAP et l'ESCWA pour appuyer les pays africains dans le processus de revue (CIPD+20) et l'identification des priorités post 2014. La CEA appuiera également le processus régional préparatoire relatif à l'évaluation de la mise en œuvre de la plateforme d'Action de Beijing (Beijing +20). Ce processus de revue est crucial pour la sous-région, dans le contexte des changements socio-politiques en cours.

59. Le Secrétariat a appelé les pays à poursuivre les débats au niveau national et régional pour accroître la compréhension des défis et des enjeux de ces différents agendas de développement, partager les connaissances et renforcer les capacités, pour mettre en œuvre des solutions durables. Il a également invité les pays à promouvoir ou renforcer les cadres sous régionaux de concertation, afin de bâtir des consensus et mieux faire entendre leur voix sur l'ensemble de ces thématiques de développement.

60. Le Comité a été informé de la tenue du 3 au 6 décembre 2013 à Bali (Indonésie) de la neuvième Conférence Ministérielle des Ministres du commerce de l'OMC. Dans cette perspective, les participants ont été invités à réfléchir sur les modalités pour faire du commerce international un moteur de croissance et de transformation structurelle des économies.

61. Le Comité a pris note du rapport.

IX. RAPPORT D'ACTIVITES DU BUREAU ET PROGRAMME D'ACTIVITES 2013 *(Point 8 de l'ordre du jour)*

62. Le Secrétariat a présenté le rapport sur les activités du Bureau pour la période allant de mars 2012 à février 2013. Il a passé en revue les travaux réalisés par le Bureau, notamment les études et publications, les réunions d'experts, les services-conseils, ateliers et séminaires.

63. Les activités ont été mises en œuvre dans le cadre du sous-programme 7 de la CEA intitulé « Appui aux activités sous régionales pour le développement » et du cadre stratégique centré sur un plus grand appui technique aux Etats membres et aux communautés économiques régionales (CER) en vue de renforcer leurs capacités pour l'intégration régionale, en particulier dans les domaines prioritaires pour la région Afrique du Nord. Le Bureau a ainsi continué à assister l'UMA à travers la formulation et la mise en œuvre du programme pluriannuel conjoint, ainsi que les autres programmes adoptés au niveau international, y compris les OMD. Un accent particulier a été également mis sur la mise en place et la maintenance de réseaux de connaissances et de bonnes pratiques dans les Etats membres.

64. La stratégie de mise en œuvre comprenait des activités de renforcement des capacités par des services d'assistance technique, des ateliers de formation et des études sur les politiques mises en œuvre pour relever les défis de développement spécifiques à l'Afrique du Nord, avec un accent particulier sur le plaidoyer pour l'intégration régionale.

65. Les principales thématiques sectorielles sur lesquelles la CEA-AN a travaillé au cours de la période sous revue incluent la protection sociale, l'intégration financière et le financement des énergies renouvelable et la revue des performances environnementales. Le Bureau a également répondu à plusieurs requêtes de ses Etats Membres et a facilité leur participation ainsi que celle de l'UMA au processus de préparation de plusieurs rendez-vous internationaux.

66. Le Secrétariat a remercié les Etats membres pour leur collaboration relativement aux questionnaires de collecte de données, en soulignant l'importance des données fournies, qui ont contribué à l'amélioration de la qualité du rapport sur les conditions économiques et sociales. Le Secrétariat a encouragé les Etats membres à poursuivre les efforts pour fournir au Bureau CEA-AN des éléments d'information pertinents

notamment au niveau sectoriel, pour l'exécution du reste du programme de travail 2012-2013, avant de présenter les activités programmées pour l'année 2013. Ces activités s'articulent autour de la thématique des femmes rurales, du financement des énergies renouvelables à travers la promotion de l'intégration régionale, de la protection sociale, du suivi de Rio+20 et ceci sans préjudice des requêtes des Etats membres et de l'Union du Maghreb Arabe pour une assistance dans un domaine d'intérêt pour eux.

67. Le Comité a pris note du rapport et des objectifs de travail pour 2013 et a félicité le Secrétariat pour la qualité et la pertinence des activités entreprises et des efforts fournis pour répondre aux besoins des Etats membres et l'a encouragé à poursuivre ses efforts pour la mise en œuvre des activités 2013.

68. Les pays membres ont présenté des communications détaillant les politiques, stratégies et programmes mis en œuvre dans le cadre du suivi des recommandations du précédent CIE. Ces actions ont porté notamment sur la protection sociale et la réduction des inégalités, l'appui aux groupes vulnérables, l'amélioration de l'environnement des affaires, la sécurité alimentaire, le développement des énergies renouvelables, les politiques budgétaires et fiscales, la lutte contre l'inflation par le biais des politiques monétaires et les réformes économiques qui ciblent des secteurs porteurs de diversification future.

69. Le Comité a noté avec satisfaction que les Etats membres ont répondu favorablement aux recommandations du 27ème CIE par la mise en œuvre d'activités concrètes. Au terme des discussions, le Comité a salué les réalisations du Bureau sous régional de la CEA pour l'Afrique du Nord au cours de l'année 2012.

X. PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL 2014-2015 DU BUREAU

(Point 9 de l'ordre du jour)

70. Le Secrétariat a rappelé le nouveau contexte économique et social des Etats Africains en général et de l'Afrique du Nord en particulier. Ce contexte est celui d'un monde en pleine mutation et d'une Afrique qui change et dont les signes positifs de transformation portent l'espoir que les défis auxquels le Continent fait face peuvent être relevés. Face à ces défis, la CEA doit être réoutillée et ses programmes recalibrés sur la base de ce qui fait sa différence et sa valeur ajoutée, de manière à apporter une contribution significative au programme de transformation du continent. D'où la nécessité pour la CEA de (i) jouer un rôle de première ligne en générant des données originales et des connaissances; (ii) fonder ses travaux de recherche et de plaidoyer sur des faits clairs et objectifs; (iii) promouvoir un consensus sur les questions de fond et offrir de véritables services de renforcement des capacités et de consultance dans des domaines thématiques clefs. Ces thématiques incluent outre le renforcement de la capacité des Etats à produire des statistiques fiables et à jour, la promotion de l'économie verte, le développement des chaînes de valeur régionales, le transport et la facilitation du commerce, le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles, l'intégration énergétique et le développement d'une stratégie genre pour l'Union du Maghreb Arabe.

71. Le Comité a pris note du programme de travail soumis à son appréciation. Il a noté avec intérêt la décision de la CEA de s'investir davantage au niveau sous régional dans la collecte et la génération de données de qualité sur le Continent en tant qu'outils d'analyse et de prise de décision dans les thématiques d'intérêt pour les Etats.

72. Au terme des discussions, le Comité a approuvé le projet de programme de travail 2014-2015.

XI. ACTIVITES DE LA CEA *(Point 10 de l'ordre du jour)*

73. Le Secrétariat a présenté les principales réalisations de la CEA dans son ensemble, pour l'année 2012 et le projet de restructuration de la CEA pour faire face aux nouveaux défis auxquels le Continent se trouve confronté.

74. Au titre des réalisations de l'année écoulée, le Secrétariat a entre autres mentionné l'organisation de la Conférence des Ministres qui a contribué à relancer le débat sur la libération du potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale, la contribution à la participation de l'Afrique dans les négociations internationales sur le changement climatique, et la contribution à l'amélioration de la gouvernance et de la transparence dans les secteurs en relation avec les ressources naturelles du Continent, le lancement du processus de développement du premier indice d'innovation et la tenue du premier forum africain pour la gouvernance de l'internet. Sur la même période, la CEA a poursuivi ses travaux dans ses domaines d'intérêt traditionnels comme l'intégration régionale, le genre et les questions de développement social, notamment la promotion de l'emploi des jeunes. Parallèlement à ces différentes initiatives, le Secrétariat a informé la Réunion que la CEA a développé une nouvelle plateforme de gestion et de partage de connaissances, qui se veut un outil de relation avec eux et les différents acteurs du développement économique et social du Continent. Le contenu de la plateforme a été présenté et les Etats membres ont été invités à s'y inscrire et à en faire un outil de travail, de communication et de réseautage.

75. Le Secrétariat a ensuite présenté la nouvelle structure organisationnelle de la CEA telle qu'elle ressort de la réflexion engagée par le Secrétaire Exécutif autour du thème « l'Afrique d'Abord ». La traduction de cette nouvelle orientation en axes prioritaires d'intervention a permis de noter qu'une transformation structurelle accélérée du continent doit répondre aux grandes priorités suivantes: (i) une grande attention portée aux avantages économiques du continent, tels que la richesse en ressources naturelles et l'avantage démographique; (ii) une expansion importante et coordonnée des investissements infrastructurels (iii) la création rapide et à grande échelle d'emplois productifs (iv) la promotion de l'entrepreneuriat national dans le cadre d'une stratégie de création d'emplois et de richesse; (v) un degré minimal de sécurité alimentaire et nutritionnelle; (vi) un important renouveau de la politique sociale.

76. Le Comité a pris bonne note de ces informations. Il a salué les initiatives prises par la CEA afin de mieux faire face aux défis du Continent et l'a encouragé à rapidement mettre en œuvre la réorientation de ses activités.

XII. ETAT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'ASSISTANCE AUX COMMUNAUTES ECONOMIQUES REGIONALES ET ETAT D'AVANCEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE *(Point 11 de l'ordre du jour)*

Etat de la mise en œuvre du programme de coopération pluriannuel avec l'UMA

77. Le Secrétariat a présenté les activités réalisées par le Bureau dans le cadre de sa coopération avec l'Union du Maghreb Arabe au titre de l'année 2012. Cette coopération est formalisée par le programme pluriannuel de coopération 2010-2012 signé entre le Bureau et l'UMA en 2010.

78. Trois types d'activités sont mis en œuvre dans le cadre du MYP 2010-2012: l'appui institutionnel et le renforcement des capacités du Secrétariat général de l'UMA; le développement économique, la facilitation des échanges commerciaux et la promotion

du secteur privé ; les OMD et le développement social. A cela s'ajoutent des activités transversales concernant le développement de partenariats, la mobilisation des financements et la coordination au niveau du Système des Nations Unies. Ainsi, dans le cadre de la mutualisation des efforts "Delivering as one", le Bureau a intégré des mécanismes de coordination régionale au niveau managérial et technique pour sensibiliser les équipes pays du système des Nations Unies sur le besoin de mettre l'accent sur l'importance de l'intégration régionale dans le cadre des programmes pays.

79. Le Secrétariat a informé la réunion que le partenariat entre l'UMA et la CEA a permis de réaliser des avancées en matière de synergie dans les interventions des deux institutions pour la réalisation des objectifs de développement des Etats membres et la mise en place des fondamentaux de l'intégration régionale. Ces activités ont couvert diverses thématiques dont l'harmonisation de la cyber législation au Maghreb, la prise en compte des jeunes dans les stratégies de développement, la promotion du développement des énergies renouvelables. Le programme de coopération a également contribué au renforcement de la participation de l'UMA aux activités continentales et à l'augmentation des partenariats en soutien à la mise en œuvre des activités de l'UMA.

80. Le Secrétariat a enfin informé la réunion du lancement des consultations avec l'ensemble des acteurs y compris non étatiques comme les associations professionnelles, les ONG et les autres organisations de la Société civile pour la mise en place d'un partenariat élargi en soutien à l'intégration régionale, qui a fait l'objet d'une réunion de concertation en janvier 2013.

Session spéciale sur l'intégration régionale en Afrique du Nord

● *Introduction : Facilitation du commerce et performances des ZLE*

81. En guise d'introduction à la session spéciale sur l'intégration régionale, le Secrétariat a fait un exposé liminaire sur la facilitation du commerce et les performances des zones de libres échanges. Le Secrétariat a montré l'importance des mesures de facilitation du commerce intra régional pour la dynamisation de l'intégration et la coopération régionale. Le Secrétariat a affirmé que pour être efficace, ces mesures doivent affecter l'ensemble de la chaîne de valeurs des produits et services. Le Secrétariat a ensuite appelé à la poursuite de la modernisation des procédures douanières, l'amélioration des infrastructures, l'élimination des barrières non tarifaires et la promotion des partenariats publics-privés entre les pays magrébins et plus généralement entre les Etats nord africains. La présentation a également appelé les pays à l'harmonisation des règles et standards en se basant sur les accords internationaux et en bénéficiant des bonnes pratiques et expériences en la matière.

● *Facilitation du commerce et transport-transit inter-Etats en Afrique du Nord : Étude de cas Tunisie*

82. La présentation a mis l'accent sur les principaux instruments utilisés par la Tunisie dans le cadre de son programme de facilitation du commerce. Trois actions peuvent être retenues : (i) l'amélioration du cadre législatif par une libéralisation accrue des exportations et des importations et une mise à jour des lois relatives au commerce avec une approche plus participative (ii) la création d'un guichet unique pour toutes les entreprises afin de les relier à tous les intervenants et (iii) la création d'un guichet virtuel, réseau d'échanges électronique permettant d'accélérer les déclarations des produits.

● *Opportunités et contraintes en matière de facilitation du commerce : Le point de vue du secteur privé et le point de vue des administrations douanières*

83. Le représentant de l'administration douanière du Maroc a présenté les principales actions mises en œuvre par le Maroc pour faciliter la circulation des marchandises. Ces actions sont relatives à la fois (i) au cadre réglementaire qui a évolué vers l'institutionnalisation des partenariats entre l'administration et les associations professionnelles, (ii) aux procédures qui ont évolué dans une logique de simplification, d'uniformisation, d'accompagnement logistique, et de dématérialisation avec à la clef la multiplication des aires de dédouanement non frontaliers, et (iii) l'abandon du système de contrôle systématique. Il a ensuite présenté les objectifs stratégiques du Maroc en matière de facilitation du commerce ayant comme objectif d'améliorer significativement les conditions d'échanges avec le reste du monde notamment par la mise en place prochaine d'un guichet unique et l'instauration des systèmes électroniques d'échanges de documents.

84. En réaction aux présentations, un professionnel du secteur logistique (Universal Transit, Algérie) a reconnu que les différentes mesures prises aussi bien en Tunisie qu'au Maroc sont de nature à faciliter les échanges. Il a toutefois souligné l'importance des manques à gagner pour le Continent dans son ensemble et les pays de la sous région en particulier, du fait de l'absence d'une vision régionale dans les stratégies nationales de développement des infrastructures de transport et de la logistique. Il a terminé en soulignant le rôle que peuvent jouer les opérateurs privés régionaux et les gains et autres économie d'échelle qui pourraient résulter d'une mise en synergie de leurs capacités.

● *La Convention TIR et sa contribution à la facilitation du transport et du commerce (Délégation IRU Afrique)*

85. Le représentant de l'IRU a brièvement présenté l'Union Internationale des Associations de Transport Routier (IRU) ainsi que ses attributions et ses acquis depuis sa création. La communication a ensuite présenté le système TIR aux participants comme un instrument éprouvé et peu onéreux de facilitation du transport multimodal, multilatéral et global, conçu sur la base de conventions des Nations Unis auxquelles adhèrent les Etats et dont l'IRU est le gestionnaire désigné. Le système TIR fonctionne suivant les cinq piliers que sont : la sécurité des véhicules et des containers, la mise en place d'une chaîne internationale de garantie, la reconnaissance réciproque des contrôles douaniers, le contrôle d'accès par l'IRU ou les administrations de douane et les pré-déclarations électroniques.

86. Le présentateur a ensuite énuméré les avantages de l'utilisation du système TIR. L'échange d'informations en avance facilite l'analyse des risques avant l'arrivée des marchandises et rend la traversée des frontières plus sécurisée, plus simple et plus rapide. Cette réduction de temps d'attente aux frontières facilite les échanges, augmente l'efficacité, améliore le contrôle et sécurise le commerce et le transport.

87. Il a ensuite montré, sur la base d'exemples choisis sur le Continent africain, les gains associés à l'usage du système TIR avant d'informer les Etats Membres de la procédure d'adhésion et de ratification. Il a conclu sa communication en invitant les Etats non parties à signer les conventions, et a invité la CEA à appuyer la délégation africaine de l'IRU à cette fin.

88. A l'issue des présentations, les discussions ont porté sur les voies et moyens de renforcer l'intégration régionale des pays de la région notamment dans le cadre de l'UMA et des autres REC existantes en Afrique du Nord et de tirer des enseignements des bonnes pratiques en terme de facilitation du commerce, de diversification et de sophistication des échanges. Le Comité a fait siennes les recommandations formulées, telles que reproduites en annexe au présent rapport.

XIII. Examen et adoption des conclusions et recommandations de la réunion d'experts sur la sophistication et la diversification des économies nord africaines *(Point 12 de l'ordre du jour)*

89. Les recommandations de la réunion d'expert sur la sophistication et la diversification des économies nord africaines ont été portées à l'examen du Comité qui les a amendées puis adoptées telles que reproduites dans l'annexe du présent rapport.

XIV. Date et lieu de la XXIXème réunion du CIE *(Point 13 de l'ordre du jour)*

90. Il a été convenu que la 29ème réunion du CIE devrait se tenir avant la Conférence des ministres de 2014. Elle se tiendra à Rabat, à moins qu'un autre Etat membre n'informe le Secrétariat de son souhait de l'abriter.

XV. Examen et adoption du rapport de la XXVIIIème réunion du CIE *(Point 14 de l'ordre du jour)*

91. Le Comité a examiné et adopté les recommandations de sa XXVIIIème réunion, telles que reproduites dans l'annexe du présent rapport.

92. Le Comité a par la suite adopté le présent rapport qui contient les amendements qu'il a eus à apporter lors de son examen et a demandé au Secrétariat de les transmettre à la Conférence des Ministres.

XVI. Questions diverses *(Point 15 de l'ordre du jour)*

93. Le Comité a entendu tour à tour, une communication de la délégation marocaine, une communication de la délégation tunisienne, une communication de l'OMC et une communication du représentant de l'UMA.

94. Les deux délégations nationales ont félicité le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord pour la qualité des documents présentés et les participants pour la qualité des délibérations. Le Représentant de l'UMA s'est joint aux remerciements des délégations marocaines et tunisiennes et a réaffirmé l'importance du partenariat entre l'UMA et la CEA pour la réalisation des objectifs d'intégration en Afrique du Nord. Quant au Représentant de l'OMC, il a informé les délégués de la disponibilité du plan d'assistance technique de l'OMC à ses Etats membres sur le site de l'Organisation et les a assuré que l'OMC se fera le devoir de répondre à leurs éventuelles requêtes y afférentes.

XVII. Clôture de la réunion *(Point 16 de l'ordre du jour)*

95. La XXVIIIème Réunion du CIE a adressé une Motion de Remerciement à sa Majesté le Roi Mohamed VI et au Gouvernement marocain. Le texte de la Motion est reproduit en annexe.

96. Le Président du bureau du CIE a félicité le Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, et plus particulièrement sa Directrice, Mme Karima Bounemra Ben Soltane, pour la qualité des documents présentés et du rapport de la réunion.

97. Dans son mot de clôture, la Directrice du Bureau s'est réjouie de la richesse des débats qui ont permis de discuter en détail le thème du CIE dans ses différentes dimensions. Ces débats a-t-elle rappelé se sont tenus dans un contexte marqué par de profondes mutations mondiales dont la Région ne voit que les premières répercussions et qui ont conduit la CEA à décider de se réadapter pour mieux servir ses Etats Membres. Elle s'est également réjouie du soutien fort apporté à la CEA par le Maroc à travers la présence effective au CIE de Messieurs les Ministres Nizar Baraka et Najib Boulif et le message de soutien du Ministre algérien de la Prospective et des Statistiques, M. Bachir Messaitfa.

98. Elle a aussi remercié les participants pour l'intérêt qu'ils ont porté à l'examen des questions statutaires soumises à leur attention. Elle a déclaré que les recommandations et le rapport de la réunion seront transmis à la Conférence des Ministres de la CEA, comme instruit par le CIE. Elle a remercié les délégués pour avoir permis aux autres participants de contribuer aux débats, et les a assuré de l'engagement du Bureau à faire participer aux échanges sur le développement de l'Afrique du Nord et sur l'intégration l'ensemble des parties prenantes.

99. La Directrice a informé le Comité que le Bureau fêtera sa cinquantenaire en cette année 2013 et que le calendrier des manifestations officielles relatives aux festivités sera communiqué aux Etats Membres prochainement.

100. Enfin, elle a remercié tous les participants pour leur contribution à la réussite du CIE, notamment les Etats membres, la société civile, le secteur privé, le bureau du CIE, les différentes institutions, les personnes ressources, les collègues du Siège, le personnel du Bureau, les interprètes ainsi que les hôtes et les personnes en charge de la logistique.

RECOMMANDATIONS DE LA XXVIII^{ème} REUNION DU COMITE INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS

A l'issue des délibérations, le Comité a fait les recommandations suivantes, et demandé au Bureau de les transmettre à la Conférence des Ministres:

Renforcement de l'appareil statistique et amélioration de la qualité et de la pertinence des données

Aux pays

1. Renforcer et développer les capacités de l'appareil statistique, par l'harmonisation des méthodes et des indicateurs, pour la production de données plus fiables, mises à jour de manière régulière et lorsque cela est pertinent, géo référencées et désagrégées par genre et âge, pour les besoins d'une information plus fine et de meilleure qualité, davantage en cohérence avec les objectifs nationaux de développement.
2. Assurer une plus forte décentralisation des mécanismes de collecte de données et promouvoir l'utilisation des technologies de l'information pour leur collecte, traitement et diffusion.
3. renforcer l'indépendance des instituts des statistiques.
4. Assurer la mise à disposition à temps des données nationales pour les besoins des différents rapports et publications de la CEA et en particulier pour l'élaboration des profils pays.

A la CEA

5. Assister les pays membres et le Secrétariat général de l'UMA à renforcer et développer leur appareil statistique.
6. Encourager l'utilisation des technologies de l'information dans la collecte, le traitement et la diffusion des données.

Performances économiques et sociales

Aux pays

7. Adapter les paradigmes et modèles de développement afin d'instaurer une croissance durable, inclusive et créatrice d'emplois tenant compte des besoins des populations.
8. Favoriser, le cas échéant, une sortie rapide des transitions politiques en cours par l'adoption de consensus nationaux sur les projets de société et le rétablissement d'un climat de confiance pour les investisseurs.
9. Poursuivre les efforts de mobilisation des ressources financières pour la réalisation de grandes infrastructures de transport, en particulier pour le désenclavement régional et l'accroissement de la production locale, ainsi que la facilitation du commerce.
10. Renforcer les stratégies de développement des énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et la productivité agricole, pour réduire la dépendance aux importations de produits énergétiques et alimentaires.
11. Renforcer le dispositif de promotion des investissements dans les régions intérieures et rurales notamment par le biais de régimes d'incitation à l'investissement.
12. Reformuler les systèmes de protection sociale y compris les mécanismes de compensation pour plus d'équité et d'efficacité en tenant compte des défis présents et futurs posés notamment par les mutations démographiques.
13. Continuer d'accorder une attention particulière aux questions de genre et de réduction des inégalités entre les sexes dans toutes les politiques de développement économique et social.

14. Valoriser davantage le capital en ressources humaines de la région et en particulier la population active féminine, pour une plus grande mise à contribution du potentiel qu'elle représente.

A la CEA

15. Actualiser les données pays utilisées dans le rapport sur la base des mises à jour fournies par ces derniers.
16. Intégrer dans le rapport une analyse différenciée selon les pays des impacts de la crise économique et financière et des mécanismes mis en place pour les atténuer ; à cette fin, la CEA travaillera en étroite collaboration avec les équipes pays du système des Nations Unies.
17. Poursuivre l'organisation de forums permettant les discussions et le partage des connaissances au niveau régional pour accélérer la formulation et la mise en œuvre de politiques de développement durable.

Les OMDs et l'agenda post 2015

Aux pays

18. Poursuivre les efforts afin d'accélérer la réalisation des OMDs avant l'échéance de 2015 et mobiliser les ressources domestiques et internationales adéquates pour ce faire.
19. Procéder à une évaluation qualitative des résultats atteints, en plus de l'évaluation quantitative.
20. Intégrer une analyse différenciée afin d'améliorer le processus de planification, de mise en œuvre et d'évaluation des OMDs et réduire ainsi toutes les formes d'inégalités comme celles liées au revenu, à l'espace géographique, au sexe et à l'âge.
21. Prendre en compte, dans le cadre des processus de l'agenda de développement post 2015 et la revue de la CIPD+20, la problématique des mutations démographiques (notamment les questions de jeunesse, du vieillissement de la population) et ses conséquences en termes de protection sociale dans les politiques de développement.
22. Examiner de manière critique et participative les expériences et leçons issues de la réalisation des OMDs, afin d'enrichir la réflexion sur l'agenda de développement Post-2015.
23. Renforcer l'approche basée sur les droits humains afin que l'individu, particulièrement les jeunes, les femmes et les groupes à besoins spécifiques, soit au centre des politiques de développement.
24. Finaliser les consultations nationales pour le processus post 2015 en cohérence avec les Objectifs du développement durable (ODD)

A la CEA

25. Accompagner les pays membres dans la définition des priorités pour l'agenda de développement post 2015.

Diversification et sophistication des économies

Aux pays

26. S'approprier les résultats et recommandations de la réunion du groupe d'experts et les transmettre aux départements nationaux concernés.

A la CEA

27. Transmettre les résultats et recommandations de la réunion du groupe d'experts à la conférence des Ministres pour approbation.

Intégration régionale

Aux pays

28. Adopter et mettre en œuvre un programme intégré de promotion des échanges intra-régionaux incluant l'opérationnalisation rapide d'une zone de libre-échange, la facilitation du commerce, la libre circulation des personnes et l'amélioration de

l'environnement des affaires; les outils et modes opératoires de cette ZLE devront toutefois être déterminés de manière à transcender les limites objectives des accords bilatéraux et régionaux existants.

29. Promouvoir une plus grande ouverture commerciale – dans une démarche communautaire, vers les autres sous-régions Afrique, eu égard à la dynamique de croissance observée sur le Continent depuis une décennie et à la hausse régulière des indices de complémentarité avec le reste de l'Afrique.
30. Renforcer les capacités des états membres et du Secrétariat Général de l'UMA en vue de l'amélioration des performances des États Membres en matière de facilitation du commerce.
31. Créer un répertoire maghrébin des entreprises du secteur privé et mettre à la disposition des opérateurs économiques les documents et informations sur les procédures et règles en vigueur dans les États Membres.
32. Ratifier et mettre en œuvre les conventions internationales relatives au transport transit et autres domaines de facilitation du commerce, notamment la Convention TIR

A la CEA

33. Poursuivre la mise en œuvre du Programme pluriannuel de coopération avec l'UMA et les initiatives prises en ce sens en vue de faciliter le commerce.
34. Appuyer l'UMA pour la relance de l'intégration régionale et pour la réalisation effective de la zone de libre échange.

Agendas internationaux et régionaux

Aux pays

35. Continuer de s'investir dans la mise en œuvre des différents agendas régionaux et internationaux pour une meilleure prise en compte des spécificités et des priorités de la sous-région.
36. Renforcer la concertation entre les états membres pour la formulation des positions sous régionales qui alimenteront les positions africaines.
37. Renforcer la coordination et la coopération institutionnelle pour une prise en compte équilibrée des trois piliers (l'économie, le social et l'environnement) du développement durable.
38. Contribuer au niveau national, sous-régional et régional à l'analyse des résultats du Sommet Mondial sur la Société d'Information, au développement de perspectives post 2015 et fournir les données statistiques nécessaires sur les ICT.
39. Préparer les évaluations nationales dans le cadre des processus de revue CIPD+20 et Beijing +20.
40. Suivre de près la mise en œuvre des recommandations de Rio+20 et la définition des ODDs.

Programme de travail 2014-2015

A la CEA

41. Transmettre le programme de travail 2014-2015 à la Conférence des Ministres pour approbation finale.

RECOMMANDATIONS DE LA REUNION D'EXPERTS SUR LA SOPHISTICATION ET LA DIVERSIFICATION DES ECONOMIES NORD AFRICAINES

La réunion a identifié un certain nombre de leviers sur lesquels il conviendrait de porter les efforts: mise à niveau institutionnelle, Gouvernance, Climat des affaires, Repositionnement des états, modèle de développement durable. L'intégration régionale représente également un levier collectif important dans le cas de l'Afrique du Nord, compte tenu du potentiel important non exploité. Ces leviers serviront de base pour l'identification des axes d'intervention et la formulation de recommandations politiques.

Réformes institutionnelles et de la gouvernance

1. Définir les enjeux et les objectifs collectifs dictant l'orientation des politiques industrielles volontaristes. Des études devraient être ainsi menées afin d'éclairer les orientations futures et le besoin en termes de renforcement des capacités et de transfert de technologies des pays partenaires, quant à la mise en œuvre de ces politiques industrielles, en y incluant la dimension économie verte.
2. Institutionnaliser le dialogue public-privé au niveau des filières et des clusters. En particulier, la formation des commissions thématiques permettant de définir et mettre en œuvre les réformes nécessaires pour développer les Partenariats privé-publics. Ces politiques de dialogues doivent (i) mettre l'accent sur le caractère gagnant-gagnant de ce partenariat, et (ii) se fonder autour des objectifs de développement.
3. Renforcer la transparence des politiques à travers l'harmonisation des statistiques et mettre en place des mécanismes de gestion de l'information et impliquer les différents partenaires dans la prise de décision, notamment la société civile.
4. Améliorer la gouvernance économique par la mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation comme la gestion par objectif et l'adoption de réformes visant à renforcer l'Etat de droit et le climat des affaires.
5. Promouvoir l'adoption de codes d'éthique en matière de poursuite des objectifs de l'entreprise.

Rôle de l'Etat

6. Repenser la politique industrielle, dans laquelle l'Etat doit jouer un rôle déterminant, afin qu'elle soit intégrée, dynamique, inclusive, transparente et s'appuyant sur un fort contenu informatif et des mécanismes de suivi évaluation.
7. Attirer les IDE en fonction de la stratégie industrielle et ainsi garantir un potentiel fort de transmission du savoir faire et de la technologie, ainsi que la promotion de l'innovation.
8. Poursuivre une politique macroéconomique saine, transparente et prévisible, qui soutienne le développement durable, favorisant une politique industrielle ambitieuse. Dans ce cadre la question du taux de change est importante.

Soutien aux secteurs à haute valeur ajoutée (Approche verticale)

9. Instaurer des réformes à l'échelle sectorielle permettant de promouvoir les secteurs à hautes valeurs ajoutées. Ces réformes devraient particulièrement concerner le secteur manufacturier et particulièrement la clusterisation de l'économie à travers la création de pôles industriels moteurs incontournable pour l'accélération la transformation structurelle et la croissance économique.
10. Favoriser les interventions directes et ciblées pour lancer de nouvelles activités en partenariat avec le secteur privé, et améliorer l'attractivité interne du secteur exposé par rapport au secteur abrité (dévaluation intérieure).
11. Attirer des entreprises internationales locomotives pour se connecter sur les chaînes de valeurs mondiales, en partenariat avec les entreprises locales afin d'augmenter le contenu local dans les processus de production.
12. Valorisation des ressources primaires dans les économies où elles occupent une grande, place dans l'économie et la (re)constitution de grands groupes industriels pour initier des big push qui soient tirés non pas par l'investissement public mais par l'investissement de grandes entreprises privées.
13. Favoriser le développement des études en matière de diversification et de sophistication et développer des études sectorielles fines : définir les secteurs, identifier les conditions initiales de base (offre/demande, capacités existantes), les caractéristiques structurelles du marché et les stratégies cohérentes pour les entreprises (notamment les PME) impliquées. Le même effort doit être fait au niveau régional.

Au niveau de l'ensemble des secteurs (approche horizontale)

14. Valoriser le capital humain pour accompagner le processus de sophistication et mettre en place une stratégie de long terme afin de garantir un potentiel effectif en termes de main d'œuvre qualifiée et productive pour alimenter les besoins des nouvelles stratégies industrielles, et assurer l'adéquation entre la formation et l'emploi.
15. Développer l'intelligence économique et la mise en place d'une stratégie de veille dans les pays et si possible au niveau régional, en promouvant la RetD et l'innovation.
16. Développer les industries du transport et les chaînes logistiques, tout en renforçant les connexions et les maillages des territoires.
17. Faciliter le commerce et favoriser l'adhésion aux conventions internationales y afférentes, notamment celles des Nations Unies et promouvoir l'échange d'expériences entre Etats membres en matière de facilitation du commerce.
18. Améliorer les conditions d'accès au financement pour les opérateurs économiques, ainsi que les mécanismes de financement et de garantie des exportations.

Intégration et coopération régionale

19. Poursuivre et approfondir l'intégration régionale en vue d'une connexion des marchés nationaux garantissant des processus de production et d'échanges beaucoup plus efficaces et une plus grande attractivité pour les IDE et le transfert de technologie.
20. Réformer les politiques industrielles nationales pour promouvoir le développement d'activités d'investissement régionales et permettre aux grandes entreprises nationales de s'élargir au niveau régional.
21. Promouvoir la création et la coordination des chaînes de valeurs régionale notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée à travers la création d'institutions régionales chargées de la diffusion de l'information et la simplification des procédures administratives pour ce type d'opération.
22. Améliorer l'attractivité de la région par une harmonisation du cadre législatif en vue de faciliter le libre établissement des investisseurs dans la région notamment le développement des chaînes de valeurs ou des fusions acquisitions des investissements privés.
23. Prospecter les opportunités offertes par l'économie verte pour une plus grande intégration régionale, notamment dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique
24. Réduire le cloisonnement qui existe entre les différents systèmes bancaires dans les pays d'Afrique du Nord et développer un système d'information inter-régional permettant aux banques de gérer les risques des opérations transfrontalières.
25. Promouvoir la diversification de partenaires commerciaux et développer les marchés des produits les plus sophistiqués à fort potentiel à l'échelle nationale, régionale et continentale.

ORDRE DU JOUR

Thème: "*Promouvoir la diversification et la sophistication pour la transformation structurelle des économies en Afrique du Nord* "

1. Séance d'ouverture
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail
4. Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord, 2011-2012
5. Session spéciale: « *Promouvoir la diversification et la sophistication pour la transformation structurelle des économies en Afrique du Nord* »
6. Perspectives de développement Post-2015
7. Activités du Bureau (mars 2012 – février 2013) et Présentation du programme d'activités 2013 de la CEA-AN
8. Projet de programme de travail 2014-2015
9. Activités de la CEA
10. Session spéciale sur l'intégration régionale en Afrique du Nord
11. Examen et approbation des recommandations de la réunion ad hoc d'experts sur le thème '*Sophistication et diversification des économies nord-africaines*'
12. Examen et adoption des recommandations et du rapport du CIE
13. Date et lieu de la prochaine réunion du CIE
14. Questions diverses
15. Clôture de la réunion

LISTE DES PARTICIPANTS

ALGERIE - ALGERIA

1. Mme Nouara Nouassa
Cadre supérieur
Secrétariat d'état chargé de la Prospective et des Statistiques
Alger, Algérie
Tél : (+213) 21928356
Mobile : +213 661523272
Email : nouara.nouassa@gmail.com
2. M. Amar Leulmi
Chef de division du développement spatial et de l'équilibre régional
Secrétariat d'état chargé de la Prospective et des Statistiques
Alger, Algérie
Tél : +213 21927122
Mobile : +213 771859476
Email : leulmiamar@yahoo.fr
3. M. Mohamed Abbas Maherzi
Directeur de la politique Fiscale
Direction Générale de la Prévision et des Politiques
Ministère des Finance
Alger, Algérie
Tél : +213 21595176
Email : mamaherzi@gmail.com
4. Dr. Iman Al-Ayouty
Senior Economist
The Egyptian Center for Economic Studies
Cairo, Egypt
Tel: +222 4619037- 44
Mobile: +222 1001466182
Email: iayouty@eces.org.eg
5. Dr. Omneia Amin Hassan Helmy
Acting Executive Director and Director of research
in the Egyptian
Center of Economic Studies and Professor of
Economics, Cairo University
Cairo, Egypt
Tel : +222 10 01584001
Email: ohelmy@eces.org.eg

6. Mme Samia Fahmy Amin
Engineers Head of central department of economic statistics
Central Agency for Public Mobilization and Statistics
Cairo, Egypt
Tél : +202) 402 6043 – +20 2 402 3031 – +224024263
Fax : +202 402 4099
Email: capmas@capmas.gov.eg
capmas_presaffr@hotmail.com

LIBYE - LIBYA

7. Mr. Adnane Ahmed Nibae
Ministry of Foreign Affairs and international cooperation
Tripoli, Libya
8. M. Mahfoud Al Mabrouk Wadi
Ministry of Foreign Affairs and international cooperation
Tripoli, Libya
Tel: +218 928352673
Email: mms1719@yahoo.com
9. Mr. Ali Mohamed Alamoushi
Ministry of Foreign Affairs and international cooperation
Tripoli, Libya
Tel: +218 918182350
10. Mr. Abdelhakem Nail
Ministry of Planning
Tripoli, Libya
Tel : +218 925005529
Email : hakamnail@yahoo.com

MAROC - MOROCCO

11. S.E. M. Nizar Baraka

Ministre délégué auprès du Premier Ministre
chargé des affaires économiques et générales
Ministère des affaires économiques et générales
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537677501/08- Fax: 0537677526

12. S.E. M. Mohamed Najib Boulif

Ministre délégué auprès du chef du gouvernement
chargé des affaires générales et de la Gouvernance
Rabat (Maroc)
Tél : 0537 77 13 46- Fax: 0537774776

13. M. Abdelfettah Sadki

Conseiller de M. Nizar Baraka
Ministère des affaires économiques et générales
Rabat (Maroc)
Email : Abdfettah@yahoo.fr

14. Mme Zakia El Midaoui

Direction de la coopération multilatérale
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 76 68 29
Fax: +212 537774776

15. M. Abdellah Ben Mellouk

Chef de la Division des Questions économiques et
financières
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Maroc)
Tél:+212 537 66 00 58-Fax:+212 537 76 55 08
Email : benmellouk@maec.gov.ma

16. Mlle Boutaina Ben Moussa

Chef du Service des institutions financières
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Maroc)
Email : boutainab@hotmail.com

17. Mme Souad Al Brahim

Cadre
Direction de la coopération multilatérale
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Maroc)
Tél : Mobile: +212667531741
Email : s.albrahim@yahoo.fr

18. M. Mohammed Amine Khelifa

Secrétaire des affaires étrangères
Direction de la coopération multilatérale
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Maroc)
Tel : +212 642 31 25 88 -
Email : mohamed@hotmail.fr

19. M. Abdelaziz Nihou

Chef de la Division
Haut Commissariat au Plan
Rabat (Maroc)
Tel: +212537576904 Mobile : 0660102126
Fax: +212537576902
Email : anihou@gmail.com

20. Mme Saida Kaouki

Chef de Division des secteurs productifs et de la
compétitivité
Haut Commissariat au Plan
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 270040 Mobile : (+212)660 10 21 53
Email : sakaouki@gmail.com

21. Mme Loubna M'hamdi Alaoui

Chef de Service des Relations avec les Institutions
Internationales
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 67 73 69-Mobile : 0673995399
Email: l.alaoui@tresor.finances.gov.ma

22. M. Mustapha Maghriti

Inspecteur des finances
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Maroc)
Tel : +212661186818
Email : mustaphamaghriti@yahoo.fr

23. M. Zakaria El Harmiri

Cadre
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Division des relations avec le monde Arabe et
Islamique et les pays de l'Afrique et de l'Asie
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Maroc)
Tél: (+212) 537 677 375 -Mobile: 06 62 26 40 30
Fax : (+212)537 677372
Email : z.elharmiri@tresor.finances.gov.ma

24. M. Abdelhamid Tebba

Cadre
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Maroc)
Tél: (+212)537 67 73 69- Mobile : 0666830960
Email : a.tebba@tresor.finances.gov.ma

25. Mrs Karima El Harfaoui

Cadre
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Maroc)
Tél: (+212)537 67 73 69
Email: k.elharfaoui@tresor.finances.gov.ma

26. Mlle Siham Souihel
Cadre chargé des relations avec les institutions
internationales
Direction du Trésor et des Finances Extérieures
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Maroc)
Tel: (+212)537677367 Mobile: +212 675490136 -
Fax : +212 537677532
Email : s.souihel@tresor.finance.gov.ma

27. Mme Fadoua Ben Taher
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Maroc)
Mobile: (+212) 672 295 826
Email: f.bentahar@tresor.finances.gov.ma

28. M. Sidi Thami El Ouazzani
Chef de service
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Maroc)
Tel : +212 673115408

29. M. Abderrahim Barhdad
Chef de service à la Division des relations
commerciales multilatérales
Département du Commerce extérieur
Ministère de l'industrie, du commerce et des
nouvelles technologies
Rabat (Maroc)
Tel : +212 537703231 - Mobile : +212 665248292
Email : bahdad@mce.gov.ma

30. Mme Hinde El Maaroufi
Cadre supérieur
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Maroc)
Tel : +212 666401014
Email : h.elmaaroufi@tresor.finances.ma

31. Mme Ibtissam Kaifouf
Chef de la Division de la coopération et des
partenariats
Ministère de l'industrie, du commerce et des
nouvelles technologies
Rabat (Maroc)
Tel : +212 537669648
Fax : +212 537669679
Email : Kaifouf@mcinet.gov.ma

32. Mlle. Nezha Ait El Ourrat
Cadre
Ministère des finances
Rabat (Maroc)
Tel : +212 673 33 90 22
Email : n.aitelourrat@tresor.finances.gov.ma

33. Mlle Zainab Masbahi
Cadre au Service des relations avec les organismes
financiers régionaux
Ministère de l'Economie et des Finances
Rabat (Maroc)
Email : z.mabahi@tresor.finances.gov.ma

34. M. Jalal Jaagoub
Chargé du dossier « Organisations internationales à
caractère commercial »
Direction des relations commerciales internationales
Rabat (Maroc)
Tel : +212 661 49 78 98
Email : jaagoub@mce.gov.ma

35. M. Abdelkrim El Amrani
Chargé de mission auprès du Chef du
Gouvernement
Ministère délégué chargé des affaires générales et de
la Gouvernance
Rabat (Maroc)
Tel : +212 537 68 73 16
Email : elamrani@affaires-generales.gov.ma

36. Mme Khadija El Houdi
Chef de Division des secteurs de l'infrastructure
économique et de l'environnement-
Direction de la planification- Haut commissariat au
plan
Rabat (Maroc)
Mobile : +212 660102120 Fax : +212537270018
Email : gourmaweb@yahoo.fr

37. Mlle Hasna el Alaoui
Chef de service de l'industrie et de l'artisanat
Haut commissariat au plan
Rabat (Maroc)
Tél: +212 660102155
Email : gourmaweb@yahoo.fr
Email : hasna_elalaoui@hotmail.com

38. M. Said Fegrouche
Chef de la Division de la stratégie
Direction de la stratégie et des statistiques
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime
Rabat (Maroc)
Tel : +212 537 66 54 70
Email : fegrouche@gmail.com

39. M. Hamid Imrani
Chef du service de la stratégie des facteurs
transversaux
Division de la stratégie
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime
Rabat (Maroc)
Tél : Mobile : +212 657831590
Email : imrani.hamid@gmail.com

40. M. Allal Chaali
Ingénieur en Chef principal
Division de la coopération
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime
Rabat (Maroc)
Tel: +212 537665445-46-54
Mobile : +212663378970 - Fax : +212 537764891
Email : allalchali@hotmail.com

41. M. Fihri Boushaba
Cadre
Ministère de l'industrie, commerce et nouvelles technologies
Rabat (Maroc)
Tel : +212 623885991
Email : Fboushaba@mciwet.com

42. M. Amina Fouzizi
Conseillère de Dr Boulif en communication
Ministère des Affaires Général et Gouvernance
Maroc
Tel : +212 677 73 90 66
Email : aminafaouzizi@gmail.com

43. Mme. Safaa Elyafi
Ministère de l'économie et des finances
Chargée de communication
Rabat (Maroc)
Tel : +212 644080102
Email : elyafi.safaa@tresor.finances.gov.ma

44. Mme Latifa Nehnahi
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la
Politique de la Ville
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537761952 +212 537761952
Fax : +212 537 66 14 69

45. Mme Souad Barakat
Chef de service
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la
Politique de la Ville
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 76 19 52 - +212 661046338
Fax : +212 537 66 14 69
Email : Sdbarakat@yahoo.fr

46. M. Aziz Aindrou
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la
Politique de la Ville
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 76 19 52 - +212 537 76 19 52
Fax : +212 537 66 14 69

MAURITANIE - MAURITANIA

47. M. Oumar Youssouf Gueye
Directeur de la Prévision et de l'Analyse
Economiques
Direction Générale de la Politique Economique et
des Stratégies de Développement
Ministère des Affaires Economiques et du
Développement
Nouakchott, Mauritanie
Tel : +222 4525 35 71 -
Mobile + 222 2243 08 50 - 4643 08 50
Email : oumargueye@hotmail.com

48. M. Cheikh Sidia Ishaq
Directeur Général adjoint
Ministère des Affaires Economiques et du
Développement
Nouakchott, Mauritanie
Tel : +222 46430533
Email : iahmed@economie.gov.ma

49. M. Ba Oumar Kalidou
Directeur des Statistiques économiques
Office National de la Statistique
Nouakchott, Mauritanie
Tél : +222 4525 28 80 - +222 4630 21 26 /
+222 4525 50 31 - +222 4525 2880
Fax : +222 4525 51 70 - +222 4522 50 31 /
+22245 253 926 - +22245 2326698
Email: ons@iiard.mr - dg-ons@iiard.mr /
oumarba70@hotmail.com

50. M. Isselmou Mohamed Taleb
Président AMSE
Mauritanie, Nouakchott
Tel : +222 46480985
Mobile : +222 36306694
Email : iomohamede@yahoo.com

SOUDAN - SUDAN

51. Ms. Fathia Sayed Abde El Aati Ahmed
Deputy Under Secretary
Ministry of Finance and National Economy
Khartoum - Sudan
Tel: +249 18 27 20 248
Fax: +249 182 72 02 48
Mobile: 249 122 05 68 96
Email: fathiaahmed85@yahoo.com

TUNISIE - TUNISIA

52. M. Hmida Khelifi
Directeur Général de l'institut de Compétitivité et
des études quantitatives
Ministère du Développement Régional et de la
Planification
Tunis, Tunisie
Tél: +216 71 840317 - Mobile : +21627627577
Email: ieq@mdci.gov.tn

53. Mme Bchira Lejmi
Conseiller des services publics
Direction de la coopération économique et
commerciale
Ministère du Commerce et de l'Artisanat
Tunis, Tunisie
Tel : +216 71908662 - Fax : +21671905745
Mobile : +216 21123132
Email : lejmihochra@gmail.com

54. M. Farouk Kriaa
Président du Conseil National de la Statistique
Institut National de la Statistique
Tunis, Tunisie
Tél: +216 71 866 544 / Mobile : +216 98 224 222 -
Fax : +216 71886499
Email : president@cns.tn

55. M. Nabil Hamdi
Ingénieur en chef chargé de la Planification
Ministère de l'Environnement
Tunis, Tunisie
Tel : +216 70 72 86 44 Poste : 297
Fax : 216 70 72 86 55
Mobile: 216 98 51 36 40
Email: hamdienvironnement@yahoo.com

56. Mme. Asma Bouraoui Khouja
Executive Director
Maghreb Economic Forum - MEF
Tunis - Tunisie
Tel: +216 71 197 117
Mobile: +216 29 299 350 - +216 55 540 157
Fax: + 216 71 197 116
Email : akhouja@magef.org

Centre de recherche, études, documentation et information sur les femmes (CREDIF)

57. Mme Imen Kalai Ayari
Conseiller des services publics et Directeur-adjoint
Tunis (Tunisie)
Tél : +216 71 88 53 22-Fax : +216 71 88 74 36 - 88
28 93 Email: kalaimen@yahoo.fr

COMMUNAUTE ECONOMIQUE REGIONALE

UMA

58. M. Habib Ben Yahia
Secrétaire Général
Secrétariat Générale de l'Union du Maghreb Arabe
(UMA)
Rabat (Maroc)
Tél: 212 537 68 13 71-72
Fax: 212 537 68 13 77

59. M. Lahoual Kouider
Expert à la Direction des affaires économiques
Secrétariat Générale de l'Union du Maghreb Arabe
(UMA)
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 68 13 71-72
Fax: 212 537 68 13 77
Mobile +212 674057393 -
Email : kouidera12@gmail.com

AGENCES DE COOPERATION Coopération Espagnole au Maroc

60. M. José Gonzalez de Chaves Cabrera
Expert projets de développement économique
Coopération Espagnole au Maroc
Ambassade d'Espagne
Rabat (Maroc)
Tel : +212 537633921 -Fax. +212 537656404
Email : jose.gonzalez@aacid.ma

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET REGIONALES INTERNATIONAL AND REGIONAL ORGANIZATIONS

Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC)

61. M. Adeyinka Wilson Orimalade
Secrétaire général
Tanger (Maroc)
Tél : +212 539 94 37 30 / 0661 21 31 97
Fax: +212 539 32 52 75
Email: aoapc@aoapc.org

62. Mme Liliane Badaoui
Chargée de l'Administration et des Finances
Tanger (Maroc)
Tél : +212 539 94 37 30
Fax: + 212 539 32 52 75
Mobile : + 212 661 21 31 97
Email: aoapc@aoapc.org

Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) – Maroc

63. Mme. Amani Abou Zeid
Représentante résidente
Bureau national du Maroc
Rabat (Maroc)
Tél: Fax : +212 537 56 59 35

ISESCO

64. Mme Najat Sherif
Rabat (Maroc)
Mobile : +212 667463191
Fax : +212 537 56 60 12-13
Email: nsherif@unesco.org.ma

65. Mme Aicha Bammoun
Expert à la direction des sciences
Organisation islamique pour l'Education, les
Sciences et la Culture (ISESCO)
Rabat, Maroc
Tél: +212 537 56 60 52 / 53
Fax : +212 537 56 60 12/13
Email : isesco@unesco.org.ma

UNIVERSITES-INSTITUTS

66. Mr. Ibrahim Subahi
University of Khartoum
Khartoum, Sudan
Tel : +249 2912938696 Mobile : +249 912938690
Email : isubahix46@yahoo.com

67. Dr Hassan Bashir Mohamed Nour
University of Nilain
Khartoum, Sudan

68. M. Hssaïn Terjaoui
Président
Institut Scientifique Terjaoui International de la
Bonne Gouvernance
et de la Planification Stratégique du Développement
Humain Durable (ISTIGOP)
Rabat (Maroc)
Mobile : 0673551753
Email : terjaoui@hotmail.com

69. Noureddine El Aoufi
Professeur
Académie Hassan II des Sciences et Techniques
Rabat (Maroc)
Fax : +212 537 75 81 71 – +212 537 75017
Mobile : +212 661 22 72 21
Email : noureddine.elaouafi@gmail.com

70. M. Yahia Abou El Farah
Directeur
Institut des Etudes Africaines
Rabat (Maroc)

Tél : +212 537 771272
Mobile : +212 661 82 22 77
Fax : + 212 537 77 84 25
Email : abouelfarah@yahoo.fr

71. M. Mhammed Echoundi
Enseignant - chercheur
Institut des Etudes Africaines
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 771272
Mobile : 0661622309
Fax : + 212 537 77 84 25
Email : echoundi@yahoo.fr

72. M. Hicham Hafid
Enseignant – Chercheur
Institut des Etudes Africaines
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 771272
Fax : + 212 537 77 84 25
Email : hicham hafid@gmail.com

73. M. Lahcen Oulhaj
Doyen de la Faculté des sciences juridiques,
économiques et sociales
Université Mohammed V-Agdal
Avenue des Nations Unies
Rabat (Maroc)
Tél : 212 537 272755
Fax : 05 37 67 14 01
Email : presidency@um5a.ac.ma

74. Mohamed Bensaid
Professeur
Université Mohammed V-Agdal
Avenue des Nations Unies
Rabat (Maroc)
Tél : +12 537 272755
Fax : +212 5 37 67 14 01
Mobile : +212 661289507
Email : mobensaid@gmail.com

75. M. Mohammed Tawafik Mouline
Directeur Général
Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES)
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 771272-74 / 537718386
Fax: +212 5 37 71 37 91
Mobile : +212 661152812
Email : contact@ires.ma-mouline@ires.maa

76. M. Said Moufti
Directeur de recherche-
Institut royal des études stratégiques (IRES)
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 771272-74
Fax: +212 5 37 71 37 91
Email: contact@ires.ma

77. M. Issam Lotfi
Institut royal des études stratégiques (IRES)
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 771272-74 /
Mobile : +212 661151845
Fax: +212 5 37 71 37 91
Email : contact@ires.ma - lotfi@ires.ma

78. M. Ghoufrane Azzedine
Professeur-Vice-Doyen
Faculté des sciences juridiques, économique et
sociales - Souissi
Université Mohamed V
Rabat (Maroc)
Tél : +212 68 18 89 67
Email : ghoulfraneaz99@hotmail.com

SECTEUR PRIVE ET INSTITUTIONS PUBLIQUES

79. M. Nassir El hak Rachid
Direction Générale- ADEREE
Ministère de l'Energie des Mines de l'Eau et de
l'Environnement
Rabat (Maroc)
Tél : Mobile : +212 661632001
Email : r.nassirelhak@yahoo.fr

80. Abdelkrim Touzani
Chef de Division
Direction Générale- ADEREE
Ministère de l'Energie des Mines de l'Eau et de
l'Environnement
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 68 39 87
Email : a.touzani@aderee.ma

81. M. Ali Zaki
Chef de Service Analyse et Stratégie
Agence marocaine pour le développement des
investissements (AMDI)
Rabat (Maroc)
Tél : +212 5 37 67 34 20 - 21
Fax : +212 5 37 67 34 19 -17
Email : azaki@invest.gov.ma

82. Mme Fatima zahra Aboulfaraj
Cadre – Service Marketing
Agence marocaine pour le développement des
investissements (AMDI)
Rabat (Maroc)
Tél : +212 5 37 67 34 20 - 21
Fax : +212 5 37 67 34 19 -17
Email : fzaboulfaraj@invest.gov.ma

83. M. Jalal Jebari
Chef de division de l'Agriculture et de la pêche
Maritime
Agence pour le développement Agricole
Rabat (Maroc)
Tel : Mobile : +212 661 11 02 47 -Fax : 0537 57 3
Email : j.jebari@ada.gov.ma

84. Mme Faouzia Chakiri
Ingénieur en Chef, Economiste attaché au
Secrétariat Général du Ministère de l'Agriculture et
de la pêche Maritime (MAPM)
Rabat (Maroc)
Tel : 212 537 665662/09 /Fax : 0537 57 37 77
Email : f.chakiri@agriculture.gov.ma

85. M. Ibnoulward Hassan
Chef de Service Etudes économiques
Direction stratégie et planification de l'ONEE
(Branche Electricité)
Branche électricité
Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
Casablanca (Maroc)
Tél : +212 522 668169/Mobile : 0661 950418
Email : h.ibnoulward@onee.ma

86. M. Rachid Ait Lahyane
Chef de Division à la Direction Financière
Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
Rabat (Maroc)
Tel : +212 537 759000-
Mobile : +212 661 051635
Email : raitlahyane@onee.ma

87. M. Abdelouahed Fikrat
Directeur de l'Aménagement du Territoire
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la
Politique de la Ville
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537761952 - +212 5 37 76 19 52
Fax : 0537 66 14 69

88. M. Driss Ettaki
Chef du service des procédures et des méthodes
Administration des Douanes et impôts indirects
Rabat (Maroc)
Tél : + 212 537 5790 00 – Fax : 0537 717815-14
Email : d.ettaki@douane.gov.ma

89. Mme Imane Fahli
Chargée des relations avec les organisations
internationales
Division de la coopération internationale
Administration des Douanes et impôts indirects
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537579335 -Fax : +212 537 717815-14
Mobile : +212 668773415
Email : i.fahli@douane.gov.ma

90. Mlle Wiam Talbi
Direction des études et des relations internationales
Bank Al-Maghrib
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 574111-Fax : +212 537 574104
Mobile : +212 670426172
Email:talwiam@gmail.com

91. M. Hicham Masmoudi
Economiste
Direction des études et des relations internationales
Bank Al-Maghrib
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 574111
Fax : +212 537 574104
Mobile : +212665210462
Email: masmoudi_hicham@yahoo.fr

92. M. Driss Fares
Secrétaire Général
Union Maghrébine des Banques (UMB)
Tunis, Tunisie
Tél : +216 71656261 Fax : +216 71656175
Email : dfares@ubm.org.tn / info@ubm.org.tn

93. M. Djimé Diagana
Economiste
Banque Centrale de Mauritanie
Nouakchott, Mauritanie
Tél Mobile : (+222) 4647 6062
Fax : +222 45254940 – +222 647 6062
Email : djimed@yahoo.fr

SOCIETE PRIVEE

94. M. Nait Ibrahim Hassane
Directeur Général
Universal Transit
Alger, Algérie
Tél : +213 21 82 26 31-33 /770913410
Fax : +213 21 82 26 34 –
Email : contact@universal-transit.com

95. M. Mohamed Kamel Khelifa
Universal Transit
Alger, Algérie
Tél : +213 21 82 26 31-33
Tél : +213 282 819 45 – (+213) 550630252
Fax : +213 21 82 26 34-
Mobile : +213 21440410 /+213 550630252
Email : contact@universal-transit.com
Email : mk.khelifa@gmail.com

AGENCES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES - UN SYSTEM – MOROCCO

Bureau de la FAO pour l'Afrique du Nord à Tunis

96. M. Benoît Horemans
Coordinateur
Tunis (Tunisie)
Mobile: +216 98 703 250 /Fax : 216 71 791 859
Email : fao-snea@fao.org

UNDP-EGYPT

97. Ms. Nazly Abdelazim
Programme Assistant
Cairo (Egypt)
Tél : +(202)2256179-56-02-13 +201005705707
Fax: +(202) 22561647
Email : nazly.abdelazim@undp.org

UNDP – LIBYA

98. Mr. Georg Charpentier
UNCT Resident Coordinator of the UN System in Libya
Tripoli (Libya)
Tel : +218 923070212
Email : georg.charpentier@undp.org

UNDP-MAROC

99. M. El Kébir Mdaghri El Alaoui
Conseiller Développement Durable et Environnement
Rabat (Maroc)
Tel : +212 537633270 –+212 537635488
Email : elkebir.alaoui@undp.org

100. Mlle Chafika Affaq
Chargée de programmes
PNUD-Maroc
Rabat (Maroc)
Tel : +212 537633270 /537635488
Email : Chafika.affaq@undp.org

101. Mme. Esther Senso
Assistante Spéciale au coordinateur président
PNUD-Maroc
Rabat (Maroc)
Tel:+212 537633089/Mobile: +212 661748630
Email : esther.senso@undp.org

UNDP - MAURITANIE

102. M. Souleman Boukar
Economiste principal
Nouakchott, Mauritanie
Tél : + 222 525 24 09 / Fax : +222 585 26 16

IOM -MAROC

103. Mme Nadja Nikulim
Programme assistant
OIM
Rabat (Maroc)
Tél: 0537 652881 - Mobile : 0685742403
Fax : 0537 75 85 40
Email: nnikulim@iom.int

104. M. Christos Christadoulides
Responsable de Programme
Rabat (Maroc)
Tel: +212 537 75 80 40-Fax : 0537 75 80 40
Email : cchristodoulides@iom.int

ONUFEMMES en Afrique du Nord

105. Mme Saadia Sifi
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537635340
Email : Saadia.sifi@unwomen.org

CORPS DIPLOMATIQUE - DIPLOMATIC CORPS (RABAT)**Ambassade d'Algérie**

106. M. Bilal Ahmia
Secrétaire chargé des affaires économiques
Rabat
Tél : +212 537 76 54 74/+212 537 75 69 31
Mobile : +212 600 03 88 13
Fax : +212 537 76 22 37
Email : bilalan2000@yahoo.fr

Ambassade d'Egypte

107. M. Mohamed Abuelkheir
Chargé d'affaires, p.i.
Ambassade d'Egypte
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 731833-34
Mobile : +212 661 999191
Fax : +212 537 706821
Email : abulkheir1@hotmail.com

108. Mme Ragaa El Wakeel
1st Secretary
Embassy of Egypt
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 7318 33-34 -Fax: 0537 706821
Mobile : 0661427163
Email : ragaa.elwakeel@mfa.gov.eg
Email : ragaakw@yahoo.com

Ambassade de Libye

109. S.E. M. Abubakar Shaklawoon
Ambassadeur
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 63 18 71 -72 -73
Fax : +212 537 63 18 77

Ambassade de Mauritanie

110. M. Mohamed Ould Mekhalie
Chargé d'affaires p.i
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 65 66 78 / 79
Fax : +212 537 65 66 80

Ambassade du Soudan

111. S.E. M. El Tayeb Ali Ahmed
Ambassadeur
Rabat (Maroc)
Tél. : +212 537 75 28 63 - 64
Fax : +212 537 75 28 65

Ambassade de Tunisie

112. M. Fathi Ayachi
Conseiller Economique
Ambassade de Tunisie
Rabat (Maroc)
Tél : +212 5 37730636-Fax: 0537 73 06 73
Mobile : +212 654791633
Email : fathiayachi2004@yahoo.fr

Ambassade de la République de l'Angola

113. M. Alexandre Andrade
Chargé d'affaires
Ambassade de la République de l'Angola
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 65 92 39
Fax : +212 537 65 92 38 / +212 537 65 37 03
Email : sousa-andrade@hotmail.com

Ambassade de la République Centrafricaine

114. M. Jean Paul Le Boudier
Conseiller économique
Rabat (Maroc)
Tél : 0537 65 8970- Tel : 0675148131
Fax : 0537 65 92 16
Email : leboudier_jp@yahoo.fr

Ambassade de la République Démocratique du Congo

115. M. Etshummba Okoko Sidonie
Diplomate
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 26 22 80 / +212 679926838
Fax : 0537 20 74 07
Email : dadasidonie@yahoo.fr

Ambassade de République Gabonaise

116. M. Bartélémy Leboussi
Chargé d'affaires
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 75 19 50 - 68
Fax: +212 537 75 75 50

117. Mme Eugénie Angue
Conseiller chargé des affaires économiques
Rabat (Maroc)
Tél: +212 537 75 19 50 - 68
Mobile: +216 29 299 350 - +212 674 64 14 84
Fax: +212 537 75 75 50

Ambassade de la République d'Indonésie

118. Mrs Tanti Widyastuti
Ministre Conseiller à l'Ambassade
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 757 860 - 61 /Fax: 0 537 757 859
Email : nistrine.znaidi@gmail.com

Ambassade Ukraine

119. S.E. Monsieur Yaroslav Koval
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537657840 / Fax: +212 537 75 46 79

AUTRES EXPERTS - OTHER EXPERTS – EGM

120. M. Youssef Saadani
Expert économiste en Chef Caisse de Dépôt et de Gestion
Rabat (Maroc)
Tel Mobile : +212 6 63 72 09 75
Email: ysaadani@hotmail.com

121. M. Lahcen Achy (PhD)
Senior Economist, Carnegie Middle East Center
Carnegie Endowment For International Peace
Bierut, Lebanon
Tél : +961 1 99 14 91 / Fax: 961 1 99 15 91
Email : lachy@carnegie-mec.org

122. M. Faruk Ulgen
Maître de Conférences Habilité à Diriger des Recherches
Directeur du Pôle de Valence –Faculté d'économie de Grenoble
Responsable pédagogique de la Licence Eco-G de valence
Faculté d'Economie de Grenoble, Grenoble, France
Tél : +334 76 82 84 60 / +33 475781024 +33 476 825458
Fax : +334 76 82 59 95 +33 475 42 99 63
Email : faruk.ulgen@upmf-grenoble.fr

123. M. Mario Cimoli
Directeur
CEPAL
Tél : +56-2 210 2648/ +56 978678295
Fax : (56-2) 210 2590
Email: mario.cimoli@cepal.org /
helena.carinena@cepal.org

124. Dr. Ravindra Ratnayake
Director, Trade and Investment Division
Economic and Social Commission for Asia and the Pacific
Thailand, Bangkok
Tél: +66-2 288 1446/1902 / Mobile: +66-81 816 5623 / Fax : +66-2 288-1027/288-3066
Email : poontavilap.unescap@un.org
Email : ratnayaker@un.org

125. M. Piergiuseppe Fortunato
UNCTAD
Genève, Suisse
Tél : +41 22 917 5647
Fax : +41 22 917 0050
Email : Piergiuseppe.Fortunato@unctad.org

126. Dr. Mustapha Sadni-Jallab
Economiste
Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
Genève, Suisse
Tél : +41227395136
Email : Mustapha.sadnijallab@wto.org

127. Dr. Mohamed Lamine Dhaoui
Director
Business, Investment and Technology Services Branch
UNIDO
Vienna, Austria
Tel: +43 1 26026-5183
Email: m.dhaoui@unido.org

128. Mme Kaouther Abderahim
African Development Bank
Tunis, Tunisia
Tel : +216 71 10 23 60
Fax: +216 71831346
Email: k.abderrahim@afdb.org

129. Pr Rafik Boukolia Hassane
Université d'Oran
Alger, Algérie
Email : rboukolia_hassane@yahoo.fr

130. M. Slim Othmani
Président NCA-Rouiba,
Alger, Algérie
Tél : +213 21910197 +213 21 81 11 51 - ext 120
Fax : +213 21 81 74 40
Mobile : +213 770915252
Email : slim.othmani@rouiba.com.dz

131. M. Abdelkrim Boudra
CARE, President
Alger, Algérie
Tél : +213 021368131-Fax : +213 21368126
Mobile : +213 770908044
Email : boudra_jicomdz@yahoo.fr
Email : abdelkrim@nabni.org

132. M. Youcef Ben Abdallah
Professeur
Institut National de la Planification et de la
Statistique
Alger, Algérie
Tel: +213 554746384
Email: ybenabdallah@yahoo.fr

133. M. Peridy Nicolas
Consultant - Professeur
Toulon, France
Tel: +33 618039201
Email: Nicolas-peridy@unv.bh.fr

134. M. Jouini Nizar
Consultant
Université de Tours
France
Tel / Mobile : +216 97728370
Email : njouini2001@yahoo.fr

135. M. Ronald Steenblik
Economist, Senior Trade Policy Analyst
OECD Trade & Agriculture Directorate
Paris, France
Tel: +33 1 45 24 95 29
Mobile: +33 6 72 27 73 63
Email : ronald.steenblik@oecd.org

136. M. Abdul Rahman Al Ageli
Libyan Youth Forum
Tripoli, Libya
Tél: (+218) 926183710 / +218 914772554
Tél: (+218 914772854
Email: info@libyanyouthforum.org
Email : abdul158@hotmail.com

137. M. Jean Acri
Responsable- Secrétariat du Comité Régional de
l'IRU pour l'Afrique (CRIPA)
International Road Transport Union (IRU)
Geneva, Switzerland
Tel: +41-22-918 27 27
Fax: +41-22-918 27 99 / +41 229182750
Mobile : +41 792193202
Email : jean.acri@iru.org

138. M. Adil Gaoui
Expert National
Casablanca (Maroc)
Email : adil.gaoui@iru.org

139. M. Ousmane Wagué
Directeur du Développement industriel
Ministère du Commerce, de l'Industrie, de
l'Artisanat et du Tourisme
Nouakchott, Mauritanie
Tél : +222 46445856 - +222 26445856
Mobile : +222 26445856
Email : wagueousmane@yahoo.fr
Email : wousmane@industrie.gov.ma

140. M. Hassan Chouaouta
Expert en Environnement et en Développement
Stratégique
Membre (REME)
Tel : +212 537 877123
Mobile : +212 661 30 52 79 -0656 000250
E-mail : chaouata@gmail.com
/amedemaroc@yahoo.fr -impactsarl@gmail.com

141. M. Aziz Ramali
Président de l'espace Associatif
Rabat (Maroc)
Tél. : +212 537 77 43 41 -Mobile : 0641282694
Fax : +212 537 77 41 83
Email : contact@espace-associatif.ma

142. M.Said Tbel
Coordinateur – Espace Associatif
Rabat (Maroc)
Tél. : +212 537 774341
Mobile : +212 661 43 50 48 -Fax : 0537 774183
Email : s.tbel@espace-associatif.ma

143. M. Samy Dada
Capital consulting
Rabat (Maroc)
Tél : Mobile : +212 660445207 - 0675939209
Email : samy.dada@gmail.com
Email : samy.dada@capitalconsulting.ma

MEDIA

SUDAN

144. Miss Safia Elsiddig
Journalist- AL AKHBAR daily
Khartoum, Sudan
Tél : +249916192 -Mobile :+249951103356
Email: safia.elsiddig@hotmail.com
Email : m.latiif@gmail.com

EGYPT

145. Mr. Mohamed Sayed Gad
Journaliste, responsable de la page économique
Al CHOROUK Daily
Cairo, Egypt
Tel: +222 37623277 -Mobile : +20 1117811314
Fax : +222 37623422
Email: mgad@Shorouknews.com
MAURITANIE

146. M. Amadou Seck
Rédacteur en chef, Journal Le CALAME
Nouakchott, Mauritanie
Tel : +222 45245374 -Mobile : +222 2287933
Fax : +222 45022853
Email : fodhi150@gmail.com

TUNISIE

147. M. Zyed Krichen
Directeur de la rédaction Le Maghreb
Tunis, Tunisie
Tél : +216 288581-+216 71756292
Mobile : +216 98641357
Fax : + 216 71 288 586- + 216 55641357
Email : redaction.lemaghreb@gmm.tn
Email : zyedkrichen@yahoo.fr

MAROC

148. Mme Farida Maha
Journaliste - Le Matin
Tél : +212 537 66 93 82
Mobile : +212 664 72 75 80
Email : farida.maha@yahoo.fr

149. Mme Bouteina Bennani
Journaliste - L'Opinion
Mobile : +212 661 44 47 17
Email : oumjalalb@hotmail.com

150. Mme Salma El Badaoui
Journaliste - MAP
Rabat (Maroc)
Tél : +212 537 76 44 34
Mobile : +212 676 60 81 04

151. Mme Samira Sekhaf
Journaliste - Economiste – MAP
Rabat (Maroc)
Tél +212 537 76 44 34
Mobile : +212 613 80 12 36
Email : skfsamira@gmail.com

152. M. Hicham Moussa
Cameramen – MAP
Rabat (Maroc)
Tél +212 537 76 44 34
Mobile : +212 667 88 67 10
Email : ichempres@gmail.com

153. M. Rachid Loudghiri
Journaliste - Aufait
Rabat (Maroc)
Mobile : +212 610 37 13 92
Mobile : +212 661 54 95 06
Email : rachidaufait@gmail.com

154. M. Samir Nada Samir
Journaliste - AL HADATH
Rabat (Maroc)
Mobile : +212 653 66 64 97
Email : nadappal@hotmail.com

155. M. Mohamed Elamari
Journaliste – AL HADATH
Rabat (Maroc)
Mobile : +212 666 06 63 85

156. M. Fatiha Elakari
SRNT
Rabat (Maroc)
Mobile : +212 661 35 79 94
Email : elakarifatih@yahoo.fr

157. M. Driss Jabri
Journaliste - SNRT
Rabat (Maroc)

158. M. Abderrahim Failoul
Journaliste - SNRT
Rabat (Maroc)
Mobile : +212 661 22 81 10

159. M. Ouafae El Yaâgoubi
Journaliste - SNRT
Rabat (Maroc)
Mobile : +212 657 58 01 44
Email : elyaagoubiouafa@yahoo.fr

160. Mme Kaoutar Dahdouh
Journaliste - 2M TV
Mobile : +212 676 57 07 66
Email : kaoutar.dahdouh@gmail.com

161. M. Badr Dlimi
Journaliste - Chaab Presse
Rabat (Maroc)
Tél : +212 661 32 33 36
Mobile : +212 657 58 03 37
Email : baddor@4ue.it

162. M. Idrissi Mohsine
Journalise rapporteur
Menara.ma
Rabat (Maroc)
Tél : +212 661 519 008

**COMMISSION ECONOMIQUE DES
NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE,
ADDIS ABEBA**

**Office of Strategic Planning and Programme
Management (OPM)**

163. M. Joseph Atta-Mensah, Chief
OPM - UNECA

Addis Ababa, Ethiopia

Tel: 251-11-5445379

Mobile: 251-9-11-201817

Fax: 251-11-5514461

Email: jattamensah@uneca.org-atta-
mensahj@un.org

164. M. Talla Kebe

Conseiller régional, Knowledge management

CEA, Addis Ababa, Ethiopia

Email: tkebe@uneca.org

**Partnerships and Technical Cooperation Office
(PATCO)**

165. M. Housam Elamin A.Latif

Programme Management Officer

Partnerships and Technical Cooperation Office
(PATCO)

Office of the Executive Secretary (OES)

UNECA, Addis Ababa, Ethiopia

Tél: . +251 11 544 5757 ext 35751 - + 251
925865015

Email : halatif@uneca.org - heal.hl@uneca.org

EDND

166. M.Adam Elhiraika

UNECA

Addis Ababa, Ethiopia

Tel +251 911682567 - +251115445442

Mobile : +251 911682567

Email : aelhiraika@uneca.org

167. Ms. Mama Keita

UNECA

Addis Ababa, Ethiopia

Tel : +251 11 544 3241

Email : mkeita@uneca.org

CEA-ECA SECRETARIAT

Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord

Avenue Attine, Secteur 3-A5 B.P. 2062 / Hay
Ryad, Rabat (Maroc)

Site web : www.uneca-na.org / www.uneca.org

Tél : +212 537 71 78 29 - 537 71 56 13

Fax: +212 537 71 27 02

Email : srdc-na@uneca.org

168. Mme Karima Bounemra Ben Soltane,
Directrice

169. M. Nassim Oulamne, Economiste principal

170. M. Mohamed Timoulali, Conseiller régional

171. Mme Marieme Bekaye, Economiste

172. M. Abdoul Kane, Economiste

173. M. Gbaguidi Ochozias, Economiste

174. Mme Houada Mejri, Chargée de la
Communication

175. M. Ali Khogali, Statisticien

176. M. Omar Ismael Abdourahman, Economiste

177. Mme Juliana Gonsalves, Economiste

178. M. Jean Paul Gondje, Chargé des TIC

179. M. Aziz Jaidi, Economiste

180. M. Ibrahim Ayoub, Chargé de
l'Administration et des finances

181. M. Cheikh Sidi El Mokhtar Ould Sghair,
Consultant

182. Mme Gaia Calligaris, Volontaire des Nations
Unies

183. M. Mohamed Mosseddek, Assistant de
recherche

184. Mme Aouatif El Aroud, Assistante financière

185. Mme Naima Sahraoui, Assistante de
Direction

186. Mme Amal El Korchi, Assistante des achats

187. Mme Latifa Guerma, Assistante

188. Mme Karima Bekkari, Assistante

189. M. Rachid Ramdane, Chauffeur

190. M. Driss Cherrabi, Service reproduction

191. M. Mrani Alaoui Hassan, Chauffeur

192. M. Abdelfettah Lotfi, Chauffeur

193. Mlle Fouzia Assou, Assistante

194. Mme Sara Boufous, Assistante

195. Mme Fatima Zohra Iraqi, Assistante

196. Mlle Hajar Benajma, Assistante

MOTON DE REMERCIEMENTS



الأمم المتحدة

اللجنة الاقتصادية لأفريقيا

مكتب شمال أفريقيا

رسالة شكر وامتنان مرفوعة إلى حضرة
صاحب الجلالة الملك محمد السادس

نحن المشاركون في أشغال الدورة الثامنة والعشرين للجنة الخبراء الحكومية الدولية لمكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، المنعقد في الرباط، في الفترة من 26 فبراير إلى 1 مارس 2013، وعلى إثر انتهاء أشغال هذا الاجتماع، نرفع إلى مقامكم العالي عبارات الشكر والامتنان على الحفاوة التي أحاطتنا بها المملكة المغربية بمناسبة هذا اللقاء.

ویشرفنا أن ننهي إلى علم جلالتم أن هذا الاجتماع ناقش الأحوال الاقتصادية والاجتماعية التي سادت في المنطقة خلال سنة 2012 والتطورات التي شهدتها وكذلك الإجراءات والتدابير المتخذة بما في ذلك تدابير مواجهة أثر الأزمة العالمية على الأداء الاقتصادي، والاجتماعي وتوقعات 2013. كما تم التطرق لمواضيع أخرى ذات أولوية تهدف إلى تعزيز التكامل الإقليمي في المنطقة وتسريع وتيرة النمو الاقتصادي والاجتماعي.

وخلال هذه الدورة عقد اجتماع خبراء حول موضوع "تشجيع التنوع والتطوير في التحول الهيكلي للاقتصادات في شمال أفريقيا" كما تم أيضا التعرف على التقدم المحرز في تحقيق الأهداف الإنمائية للألفية في منطقة شمال أفريقيا وكذلك التدابير المتخذة على المستويات العالمية والإقليمية في هذا المجال التنموي الحيوي لتسريع تحقيق هذه الأهداف في أفق ما بعد سنة 2015.

وقد أصدر الاجتماع توصيات عملية هامة ترمي إلى رفع كل التحديات التي تواجه المنطقة بما فيها الانتقالات السياسية والمؤسسية الراهنة، ودعم نمو مدر للمزيد من فرص العمل، والحد من جميع أشكال التفاوتات، والتقليص من وقع الصدمات الخارجية، والتكيف مع تغير المناخ، وتعزيز التكامل الإقليمي.

ونحن إذ نعبر لجلالتكم عن شكرنا وامتناننا على العناية الفائقة التي أحاطتنا بها الحكومة المغربية والتي ما فتئت تشمل بها مكتب شمال أفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لأفريقيا، سائلين الله عز وجل أن يحفظكم ويرعاكم ويسدد خطاكم ويجعلكم ذخرا لبلدكم المضيف بمزيد من التقدم والازدهار تحت رعاية جلالتم السامية.

والسلام عليكم ورحمة الله تعالى وبركاته.

الرباط، 1 مارس/آذار 2013

NATIONS UNIES
Commission économique
pour l'Afrique

Bureau pour l'Afrique
du Nord

Avenue Attine
Secteur 3 - A5, Hay Ryad
Rabat, Royaume du Maroc
B.P. 2062 Rabat Ryad
Tél (212)537 717829/715613
Fax (212) 537 71 27 02
srdc-na@uneca.org
www.uneca.org